

Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

142, Rue Montmartre, Paris

Hebdomadaire

Le Numéro : 50 centimes

SOMMAIRE

Le problème des réparations (Pierre Franklin et Marcel Ollivier). — Résolutions de l'Exécutif élargi. — En Allemagne : les formes nouvelles de la lutte internationale des classes (Albert Treint). — Mouvement Syndical : Forces en pré-

sence (Lozovsky). — « La fin de la dictature communiste » (Maurice Chambelland). — Le Parti Communiste et les Syndicats de Norvège. — La Révolution des Jeunesses syndicalistes. — La Semaine.

LE PROBLÈME DES RÉPARATIONS

Le Parti Communiste allemand et la saisie des valeurs réelles

LA Centrale du Parti Communiste allemand vient de déposer au Reichstag un projet de loi sur la saisie des valeurs réelles. Ce projet a une importance capitale pour le Parti Communiste français au moment où ce dernier élabore à son tour un programme des réparations.

La saisie des valeurs réelles (*Sachwerterfassung*) est une des revendications les plus immédiates et les plus importantes de la classe ouvrière allemande. Ouvriers communistes, ouvriers social-démocrates et chrétiens réclament cette saisie. La social-démocratie elle-même, tant cette revendication est brûlante, ne peut pas ignorer ce problème. Après l'offre scandaleuse de la grosse industrie au gouvernement Cuno, qui signifie la livraison pieds et poings liés de l'Allemagne au capital de l'Entente, les syndicats réformistes, sous la pression des masses ouvrières, parlèrent timidement, dans une lettre à Cuno, et sans être cisposés le moins du monde à lutter pour cette revendication, de la saisie des valeurs réelles.

La saisie des valeurs réelles est un mot d'ordre qui fut lancé, à la fin de l'an dernier, par le Congrès des Conseils d'entreprises. Ce Congrès, dans le programme qu'il élabora et qui est en même temps la base économique de tout le mouvement révolutionnaire dans la lutte pour le gouvernement ouvrier et paysan et contre le Traité de Versailles, demande, en effet, que le gouvernement du Reich séquestre à son profit les 51 % de toutes les valeurs réelles.

Quel est le but de ce projet de loi ? Dans quel esprit a-t-il été conçu ?

En Allemagne, c'est la classe ouvrière, employés et fonctionnaires et la petite bourgeoisie qui paient tous les impôts directs. Les charges qui tombent sur les gros capitalistes et industriels sont presque ridicules si on les compare à ce que paie l'ouvrier allemand.

Cela est possible par le fait de la dévalorisation du mark. Tandis que l'ouvrier allemand doit payer ses impôts immédiatement par des retenues allant jusqu'à 8 et 10 % sur son salaire, le capitaliste allemand paie ses impôts une année ou même deux ans après. Et la dévalorisation du mark, qui a eu lieu pendant cette période, réduit la somme à payer à un strict minimum.

Le projet de loi Communiste

Le Parti Communiste allemand se fait-il des illusions ? Croit-il que son projet de loi sera adopté par le Reichstag ? Nullement. Il sait que son projet ne sera pas accepté et qu'il soulèvera la colère de la bourgeoisie. Mais il poursuit deux buts essentiels : 1° mobiliser les masses pour la saisie des valeurs réelles par un gouvernement ouvrier et paysan en démontrant clairement aux travailleurs qu'un gouvernement bourgeois est incapable, sans saper les principes mêmes de la société bourgeoise et porter atteinte à la sacro-sainte propriété capitaliste, d'alléger le sort des masses laborieuses et de la petite bourgeoisie ; 2° démasquer la social-démocratie et la rejeter ouvertement dans le camp de la bourgeoisie.

En effet, les social-démocrates préparent activement aujourd'hui la « grande coalition » (qui doit « sauver la République » !), avec l'aide de Stresemann, du Parti populiste allemand, et ils ne consentiront jamais à voter pour la saisie des valeurs réelles. Le Parti Communiste allemand profitera de cette situation toute spéciale pour intensifier sa propagande dans les masses.

Mais venons-en au projet de loi lui-même

L'article Premier, § 1 dit : « Pour assurer à la population laborieuse et à l'Etat, QUI S'APPUIE SUR ELLE, une influence décisive dans la production, pour régler l'importation et l'exportation et la répartition

des biens, ainsi que pour créer les moyens propres à combattre efficacement la misère catastrophique des masses laborieuses écrasées par les impôts de toute sorte, pour empêcher une nouvelle chute du mark allemand, pour empêcher les spéculations du capital et la livraison d'entreprises allemandes aux capitalistes étrangers et, enfin, pour pouvoir s'acquitter des réparations, toutes les entreprises qui poursuivent des buts lucratifs, devront remettre au Reich le 51 % au moins de leurs valeurs et capitaux. »

L'article 2 fixe les industries qui tomberont sous le coup de cette loi : toutes les entreprises de l'industrie, du commerce, qui occupent plus de cinquante personnes ou qui ont une valeur supérieure à 100.000 marks-or, toutes les entreprises de crédit, puis toutes les propriétés de plus de cent hectares pour l'agriculture et de cinquante hectares pour les forêts, toutes les entreprises agricoles et forestières auront à remettre au Reich le 51 % de leurs valeurs, avec droits de disposition.

Le Parti Communiste allemand ne perd pas de vue le but final. Le paragraphe 3 prévoit que certaines entreprises ne tomberont pas sous le coup de l'article 2. Ce sont les entreprises appartenant au Reich, aux provinces, aux fédérations de communes et aux communes, puis les coopératives de petits paysans et d'artisans, les coopératives de consommation et leurs organisations d'achat, ainsi que les coopératives de construction utiles à la communauté. Des exceptions pourront aussi être faites pour des entreprises qui poursuivent un but utile à la collectivité, mais sur la proposition du conseil ouvrier de ces entreprises.

On le voit, les communistes allemands ont su im-

mer à leur projet de loi un caractère de classe qui ne peut tromper personne. L'article 4 nous montrera encore plus ce caractère de classe du projet de loi. Il pousse également à la concentration capitaliste. En effet, l'article 4 dit que toutes les sociétés par actions qui, le jour de l'entrée en vigueur du projet, tomberont sous le coup de l'article 2, auront à remettre au Reich, avec tous les droits de libre disposition, le 51 % de leurs actions, parts, etc... Quant aux entreprises qui tombent sous le coup de cette loi et qui n'ont pas la forme d'une société par actions, elles devront, dans les trois mois qui suivront l'entrée en vigueur de cette loi, se transformer en sociétés par actions et, au moment de cette transformation, remettre le 51 % de leurs actions au Reich.

Ce sont là les grandes lignes de cette loi. Ce projet prévoit, en outre, des détails techniques et d'organisation. Il est évident, par exemple, que l'introduction d'une telle loi entraînerait un sabotage inouï de la production de la part des industriels. Pour éviter ce sabotage, la loi prévoit la création de syndicats patronaux obligatoires et donne, comme il convient, pleins pouvoirs aux conseils d'usine et d'entreprise pour contrôler la production.

Maintenant, le Parti Communiste a précisé sa pensée. A l'offre des entrepreneurs de dénationaliser les entreprises du Reich, à la lettre timide des syndicats réformistes, le communisme allemand a opposé un projet clair. Les masses comprendront immédiatement où sont leurs défenseurs. Le Parti Communiste fera appel à elles pour soutenir ce projet de loi. Mais d'emblée, il dira aux masses que seul un gouvernement ouvrier et paysan pourra réaliser ces revendications.

Pierre FRANKLIN.

Objections au camarade Treint

Dans son deuxième article sur *Le Problème des Réparations*, paru dans le *Bulletin Communiste* du 12 juillet dernier, notre camarade Treint propose, comme solution pratique du problème des réparations :

1° La saisie par l'Etat de 51 % des valeurs réelles représentées par toutes les exploitations industrielles, commerciales ou agricoles ;

2° Le contrôle ouvrier sur la production, sans lequel cette saisie ne pourrait pas être effectuée ;

3° Le gouvernement ouvrier, seul capable d'établir ce contrôle ouvrier sur la production ;

4° La dictature du prolétariat, sans laquelle le gouvernement ouvrier ne pourra pas venir à bout de sa tâche.

Tout cela est excellent sur le papier. Le malheur, c'est que ces propositions sont complètement utopiques. Il semble que Treint comprenne d'une façon purement abstraite et mécanique le mouvement concret, dialectique de l'histoire. Il oublie que le premier devoir d'un Parti Communiste est de formuler des mots d'ordre qui soient réalisables et susceptibles d'être compris par les masses. Pour cela, ces mots d'ordre doivent correspondre à la situation objective et parti-

culièrement au rapport des forces sociales en présence. Or, ni l'une ni l'autre ne permettent actuellement de lancer le premier des mots d'ordre proposés par Treint, à savoir la saisie de 51 % des valeurs réelles. Cela ne sera possible qu'au terme d'une longue période de lutte de classes qui aura modifié le rapport des forces en présence, à l'avantage du prolétariat. Mais cette période de lutte, nous l'avons encore devant nous et non pas derrière. Treint voudrait reprendre, pour le compte du prolétariat français, les mots d'ordre que lance actuellement le Parti Communiste allemand. Mais il omet de tenir compte des différences profondes qui distinguent, à l'heure actuelle, la situation du prolétariat allemand de celle du prolétariat français. Et c'est pure folie que de vouloir copier servilement la lutte menée actuellement en Allemagne par le Parti Communiste allemand.

C'est pourquoi je crois utile de réagir vigoureusement contre les propositions de Treint. Elles révèlent une recrudescence dangereuse de cette vieille maladie « gauchiste », qui est la maladie spéciale des doctrinaires, et qui a déjà fait tant de mal à la classe ouvrière.

Marcel OLLIVIER.

Résolutions de l'Exécutif élargi

Sur le rapport de l'Exécutif

L'Exécutif élargi a pris connaissance des rapports sur l'action de l'Exécutif et du Présidium depuis le dernier Congrès mondial. Il approuve l'activité de l'Exécutif et confirme toutes ses décisions. En particulier, le Plénum donne son assen-

timent aux interventions et aux mesures prises par l'Exécutif pour résoudre les questions litigieuses surgies dans différentes sections.

L'EXECUTIF ELARGI.

Sur l'attitude des Communistes envers la Religion

Vu les affirmations erronées parues dans la presse communiste suédoise et susceptibles de porter le trouble dans les rangs communistes, le Comité Exécutif élargi donne les éclaircissements suivants :

Le communiste demande que la religion soit affaire privée pour l'Etat bourgeois, mais il ne peut aucunement admettre qu'elle soit également affaire privée pour le Parti communiste. Le communiste veut que l'Etat bourgeois, comme tel, n'ait aucun rapport avec la religion, que les sociétés religieuses ne soient liées à aucun degré avec le pouvoir bourgeois. Les communistes exigent que tout citoyen soit libre de professer la religion qu'il lui plaît ou de n'en reconnaître aucune, c'est-à-dire d'être athée, comme l'est d'ordinaire tout communiste conscient. Les communistes demandent que l'Etat ne tolère aucune distinction de droits entre les citoyens fondés sur leur appartenance à telle ou telle religion. Ils veulent que même toute mention de la confession professée dans les documents officiels soit absolument supprimée. Ils visent à ce que l'Etat bourgeois ne puisse prêter aucune aide pécuniaire ou autre aux associations ecclésiastiques et religieuses. En somme, ils exigent que la religion soit affaire privée pour l'Etat.

Mais le Parti communiste ne saurait en aucun cas voir avec indifférence ses membres, même comme personnes privées, s'occuper de propagande religieuse. Le Parti communiste est l'union volontaire des champions conscients et avancés de l'émancipation de la classe ouvrière. L'avant-garde communiste ne peut ni ne doit être indifférente à l'inconscience et à l'obscurantisme religieux. Le Parti communiste a le devoir non seulement d'enseigner à ses membres la fidélité à

un programme politique, à des revendications économiques déterminées et aux statuts du Parti, mais encore de leur inculquer la philosophie intégrale du marxisme, dont l'athéisme est partie constitutive.

Il va de soi que la propagande antireligieuse doit être menée avec une particulière circonspection, sous une forme particulièrement réfléchie, appropriée aux milieux auxquels elle s'adresse. La propagande antireligieuse des communistes, en particulier parmi la jeunesse, doit être menée d'après un programme soigneusement médité et en tenant compte de toutes les circonstances.

Dans un Parti communiste de masses, il se trouve parfois des membres du rang qui ne sont pas encore entièrement affranchis de la mentalité et des préjugés religieux. Mais le Parti, dans son ensemble, et surtout ses dirigeants, doivent combattre les préjugés religieux et prêcher comme il convient l'athéisme. Une propagande active de la religion, même sous les formes les plus modernisées, de la part de camarades dirigeants, en particulier des intellectuels, est absolument inadmissible.

Les communistes veulent l'organisation de tous les ouvriers dans les syndicats, indépendamment de leur croyance religieuse. Prenant en considération que, dans différents pays, il existe encore des millions d'ouvriers de mentalité plus ou moins religieuse, les communistes doivent les attirer à la lutte politique et économique commune et en aucun cas ne les repousser pour leurs préjugés religieux. En particulier, dans leur agitation pour le gouvernement ouvrier et paysan, les communistes doivent constamment souligner qu'ils proposent là une alliance fraternelle à tous les ouvriers, religieux ou athées.

Sur le gouvernement ouvrier et paysan

La question des rapports de la classe ouvrière et de la paysannerie est l'une des questions capitales de la révolution prolétarienne internationale. L'appréciation juste des rapports de ces deux classes fondamentales du peuple travailleur est la condition du succès de notre lutte avant comme après la conquête du pouvoir.

L'appréciation générale des rapports du prolé-

tariat et de la paysannerie est donnée sous une forme définitive dans la résolution du second Congrès de l'I. C. sur la question agraire. Voici son texte :

1. Le prolétariat industriel des villes, dirigé par le Parti communiste, peut seul libérer les masses laborieuses des campagnes du joug des capitalistes et des propriétaires fonciers, de la désorga-

nisation économique et des guerres impérialistes, qui recommenceront inévitablement si le régime capitaliste subsiste. Les masses laborieuses des campagnes ne pourront être libérées qu'à condition de prendre fait et cause pour le prolétariat communiste et de l'aider sans réserve dans sa lutte révolutionnaire pour le renversement du régime d'oppression des grands propriétaires fonciers et de la bourgeoisie.

D'un autre côté, le prolétariat industriel ne pourra s'acquitter de sa mission historique mondiale, qui est l'émancipation de l'humanité du joug du capitalisme et des guerres, s'il se renferme dans les limites de ses intérêts particuliers et corporatifs et se borne placidement aux démarches et aux efforts tendant à l'amélioration de sa situation bourgeoise, parfois très satisfaisante. C'est ainsi que se passent les choses dans nombre de pays avancés où existe une « aristocratie ouvrière », fondement des partis soi-disant socialistes de la 2^e Internationale, mais en réalité ennemis mortels du socialisme, traités envers sa doctrine, bourgeois, chauvins et agents des capitalistes parmi les travailleurs. Le prolétariat ne pourra jamais être une force révolutionnaire active, une classe agissant dans l'intérêt du socialisme, s'il ne se conduit pas comme une avant-garde du peuple laborieux que l'on exploite, s'il ne se comporte pas comme le chef de guerre à qui incombe la mission de le conduire à l'assaut des exploités ; mais jamais cet assaut ne réussira si les campagnes ne participent à la lutte des classes, si la masse des paysans laborieux ne se joint au Parti communiste prolétarien des villes et si, enfin, ce dernier ne l'instruit pas.

2. La masse des paysans laborieux que l'on exploite et que le prolétariat des villes doit conduire au combat, ou, tout au moins, gagner à sa cause, est représentée, dans tous les pays capitalistes, par :

1^o Le prolétariat agricole, composé de journaliers ou valets de ferme, embauchés à l'année, à terme ou à la journée, et qui gagnent leur vie par leur travail salarié dans les diverses entreprises capitalistes d'économie rurale et industrielle. L'organisation de ce prolétariat en une catégorie distincte et indépendante des autres groupes de la population des campagnes (au point de vue politique, militaire, professionnel, coopératif, etc.) ; une propagande intense dans ce milieu, destinée à les amener au pouvoir soviétiste et à la dictature du prolétariat, telle est la tâche fondamentale des Partis communistes dans tous les pays ;

2^o Les demi-prolétaires ou les paysans, travaillant en qualité d'ouvriers embauchés, dans diverses entreprises agricoles, industrielles ou capitalistes, ou cultivant le lopin de terre qu'ils possèdent ou louent et qui ne leur rapporte que le minimum nécessaire pour assurer l'existence de leur famille. Cette catégorie de travailleurs ruraux est très nombreuse dans les pays capitalistes ; les représentants de la bourgeoisie et les « socialistes » jaunes de la 2^e Internationale cherchent à dissimuler ces conditions d'existence véritables, particulièrement la situation économique, tantôt en trompant sciemment les ouvriers, tantôt par suite de leur propre aveuglement, qui provient des idées routinières de la bourgeoisie, ils confondent volontiers ce groupe avec la grande masse des « paysans ». Cette manœuvre, foncièrement bourgeoise en vue de duper les ouvriers, est surtout pratiquée en Allemagne, en France, en Amérique et dans quelques autres pays.

En organisant bien le travail du Parti communiste, ce groupe social pourra devenir un fidèle soutien du communisme, car la situation de ces demi-prolétaires est très précaire et l'adhésion au pouvoir soviétiste et à la dictature du prolétariat leur vaudra des avantages énormes et immédiats. Dans certains pays, il n'existe pas de distinction claire entre ces deux premiers groupes. Il serait donc loisible, suivant les circonstances, de leur donner une organisation commune ;

3^o Les petits propriétaires, les petits fermiers qui possèdent ou louent de petits lopins de terre et peuvent satisfaire aux besoins de leur ménage et de leur famille sans embaucher des travailleurs salariés. Cette catégorie de ruraux a beaucoup à gagner à la victoire du prolétariat.

Ces trois catégories de la population rurale, prises ensemble, forment, dans tous les pays capitalistes, la majorité de la population. Le succès d'un coup d'Etat prolétarien, tant dans les villes que dans les villages, peut donc être considéré comme indiscutable et certain.

Le 4^e Congrès mondial de l'Internationale Communiste a développé et complété cette résolution du 2^e Congrès en donnant l'esquisse d'un « programme d'action (programme minimum) de l'I. C. dans la question agraire.

Le deuxième Congrès de l'Internationale Communiste a donc élaboré les principes fondamentaux des rapports de la classe ouvrière et de la paysannerie. Le 4^e Congrès les a concrétisés. La session actuelle de l'Exécutif élargi de l'I. C. doit donner une formule politique concentrée, qui nous permettra, avec le maximum de succès, de traduire en actes les résolutions des 2^e et 4^e Congrès.

Cette formule politique est celle-ci : *Gouvernement ouvrier et paysan.*

La paysannerie n'est plus, maintenant, la même qu'avant la guerre impérialiste mondiale. Dans la majorité des pays qui ont participé à cette guerre, des couches considérables de la classe paysanne ont acquis une certaine expérience politique. Aussi remarque-t-on, ces dernières années, de sérieuses tentatives de création de partis paysans s'efforçant de jouer un rôle politique indépendant.

Il convient de signaler, sous ce rapport, les tentatives répétées depuis quelques années pour organiser une Internationale paysanne « verte ».

Dans l'ensemble, les essais de la classe paysanne pour faire une politique de moyen ferme entre la bourgeoisie et le prolétariat sont restés nécessairement sans succès. Dans les pays bourgeois « avancés » la bourgeoisie et les grands propriétaires fonciers continuent de mener la paysannerie par le bout du nez. Même là où il semble y avoir des partis paysans indépendants, ils sont d'ordinaire dirigés par des éléments étrangers (prêtres, avocats, grands propriétaires). Les paysans travailleurs ne sont que l'instrument et la chair à canon politique des pires ennemis de leur classe. Cette politique est un des états du régime bourgeois. Toute l'histoire moderne est pleine d'exemples montrant que les grandes masses de la classe paysanne laborieuse ne peuvent défendre leurs intérêts politiques que si elles se maintiennent en union étroite avec le prolétariat révolutionnaire et soutiennent le parti de ce dernier.

En même temps, les partis de la 2^e Internationale modifient leur attitude envers la paysannerie. Leur dédain traditionnel de la classe paysanne fait place à des tentatives pour l'entraîner dans la voie de la politique socialdémocrate contre-révolutionnaire. Perdant chaque jour des positions importantes dans la classe ouvrière et obligés de

se chercher une nouvelle base sociale, les Partis social-démocrates les plus forts reportent leur attention sur la campagne et, avant tout, sur les couches aisées de la paysannerie. Occupant immédiatement les positions abandonnées par les social-démocrates dans la classe ouvrière et poursuivant leur offensive, les communistes doivent en même temps s'efforcer de rendre vains les efforts des social-démocrates, à la recherche d'une nouvelle base sociale dans la campagne, en groupant sous leur drapeau le prolétariat et le semi-prolétariat agricole et en gagnant la classe paysanne à l'alliance du prolétariat révolutionnaire.

Par le fait même qu'ils s'assimileront sur l'échelle internationale, le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan et entreprendront l'agitation en sa faveur, les Partis communistes commenceront à neutraliser les couches moyennes de la paysannerie et à gagner à leur cause les petits paysans.

L'Exécutif de l'I. C. constate que la grande majorité des sections de l'Internationale Communiste ont, jusqu'à présent, apporté une négligence extraordinaire et nuisible au plus haut point à notre cause dans leur action parmi la classe paysanne. Leur inertie a sa source tout d'abord dans les funestes traditions de la 2^e Internationale, dont sont sortis les partis les plus importants de l'Internationale Communiste ; ensuite, dans une attitude fautive à l'égard de la paysannerie, comme si, conformément au « marxisme orthodoxe », le Parti de la classe ouvrière n'avait pas à s'occuper d'elle ; enfin, dans une conception étroitement corporative de la lutte de classe du prolétariat. Les Partis communistes doivent maintenant rompre, une fois pour toutes, avec ce point de vue corporatif. Ils ne doivent pas, comme ils le faisaient au moment de l'épanouissement de la 2^e Internationale, se considérer exclusivement comme le parti de l'opposition prolétarienne extrême au sein du régime bourgeois. Ils doivent se forger une mentalité de partis qui, dans un avenir plus ou moins rapproché, mèneront les masses laborieuses à la bataille contre le régime bourgeois lui-même, renverseront la bourgeoisie et la remplaceront dans l'administration de l'Etat. Leur mentalité corporative bornée doit faire place à une mentalité de parti décidé à obtenir le pouvoir, incarnant l'hégémonie du prolétariat dans la révolution. Un Parti communiste doit se préparer à vaincre demain la bourgeoisie et, par suite, s'assigner aujourd'hui même des buts communs au peuple tout entier. Il doit donc s'efforcer d'attirer au prolétariat toutes les couches de la population qui, par leur position sociale, sont susceptibles, au moment décisif, de soutenir, d'une façon ou d'une autre, la révolution prolétarienne.

De même que jadis le mot d'ordre du gouvernement ouvrier, le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan ne remplace aucunement l'agitation en faveur de la dictature du prolétariat, base première de la tactique communiste. Elle ne la relègue pas au second plan. Au contraire, élargissant la base de la seule tactique juste dans les conditions actuelles, celle du front unique, le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan présente la vraie voie menant à la dictature du prolétariat. L'interprétation juste de ce mot d'ordre permettra aux communistes, non seulement de mobiliser les masses prolétariennes des villes, mais encore de se créer des points d'appui sérieux dans la campagne et de préparer ainsi le terrain pour la conquête du pouvoir.

Le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et pay-

san sera également d'une grande utilité aux Partis communistes, après la conquête du pouvoir. Il rappellera au prolétariat la nécessité de régler sa marche sur celle de la classe paysanne du pays en question, d'établir une coordination juste entre le prolétariat victorieux et la paysannerie et après le renversement de la bourgeoisie, d'observer une progression rationnelle dans l'application des mesures économiques du prolétariat — ce qu'a fait le prolétariat russe à l'époque de la révolution prolétarienne, connue sous le nom de nouvelle politique économique.

L'agitation sous le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan doit être adaptée à la situation spéciale de chaque pays ; aux Etats-Unis, par exemple, il s'agira du farmer, etc. La défense des intérêts économiques de la paysannerie dans l'esprit du programme exposé dans les résolutions des 2^e et 4^e Congrès mondiaux de l'Internationale Communiste doit être le point de départ de toute notre agitation en faveur du gouvernement ouvrier et paysan.

Le C. E. élargi invite les partis à élaborer sans retard un programme d'action concret pour leurs rapports avec les paysans et à faire présenter par leurs fractions parlementaires des projets conformes. Ces projets auront une grosse importance politique s'ils répondent aux intérêts actuels des paysans travailleurs et si, pour les soutenir, des signatures sont rassemblées dans les villages.

En tant que mot d'ordre de propagande, nous permettant d'exprimer dans une formule arithmétique ce qui était jusqu'à présent exprimé algébriquement, le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan peut avoir une portée universelle. Comme mot d'ordre de notre lutte politique actuelle, le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan aura une importance de premier plan tout d'abord dans des pays comme la France, l'Allemagne, l'Italie, les Balkans, la Tchéco-Slovaquie, la Pologne, la Finlande, etc. En tout cas, la victoire de la révolution prolétarienne et sa consolidation ne sont possibles dans aucun pays sans le soutien de la paysannerie. Et, dans ce sens, le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan doit être le mot d'ordre général des Partis communistes.

En soutenant énergiquement le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan, l'Exécutif de l'Internationale Communiste recommande aux Partis communistes de ne pas oublier les dangers qu'entraînerait une application erronée de ce mot d'ordre. De même que toute la tactique du front unique, les mots d'ordre du gouvernement ouvrier et du gouvernement ouvrier et paysan recèlent indubitablement les plus gros dangers au cas où nos partis ne sauraient pas les appliquer dans l'esprit du marxisme révolutionnaire. Les deux dangers les plus évidents liés au mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan sont les suivants :

1^o Il est à craindre que les partis qui n'ont pas passé par une école marxiste suffisante n'interprètent ce mot d'ordre dans l'esprit des socialistes-révolutionnaires russes, c'est-à-dire du « socialisme » petit bourgeois, qui considère toute la paysannerie comme une masse compacte et ferme les yeux sur l'existence de groupements divers et opposés au sein de cette masse. L'Exécutif de l'I. C. rappelle en l'occurrence le passage de la résolution du 2^e Congrès mondial, dans lequel il est dit que « doivent être considérés comme paysans riches les entrepreneurs capitalistes agricoles employant plusieurs salariés et liés à la « paysannerie » uni-

quement par l'infériorité de leur culture, leur façon de vivre, leur travail physique personnel dans leur exploitation. C'est là la couche bourgeoise la plus nombreuse, ennemie directe et acharnée du prolétariat révolutionnaire. Dans leur travail parmi les paysans, c'est à la lutte contre cette couche, à l'affranchissement de la majorité de la population rurale laborieuse exploitée de l'influence idéologique et politique de cette dernière que les Partis communistes doivent accorder leur attention principale ;

2° Le second danger consiste en ce que les communistes, insuffisamment éprouvés au point de vue politique, essayeront peut-être de remplacer le travail révolutionnaire de masse parmi les larges couches de la paysannerie laborieuse par des combinaisons parlementaires douteuses avec ceux que l'on appelle les représentants parlementaires de la paysannerie et qui ne sont souvent, en vérité, que les éléments les plus réactionnaires de la bourgeoisie.

Tenant compte de ces dangers, ainsi que de tous les autres liés à l'application du mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan, les Partis communistes ne peuvent néanmoins renoncer aux avantages de la tactique manœuvrière. Ils doivent apprendre à allier la tactique de la pénétration au cœur des masses laborieuses à la défense ferme, implacable et suivie des principes du marxisme révolutionnaire.

Il va de soi que la pénétration dans les milieux

paysans, ainsi que le mot d'ordre du « gouvernement ouvrier et paysan », ne comportent nullement la transformation de notre parti en « Parti du travail » ou en « Parti ouvrier et paysan ». Notre Parti doit rester, quant à sa composition et à ses buts, celui de la classe ouvrière, mais d'une classe ouvrière qui entraîne après elle toutes les couches laborieuses et les jette dans la lutte contre le capital.

L'une des conditions les plus importantes de l'application du mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan parmi la masse paysanne consiste dans une propagande communiste énergique dans les syndicats des ouvriers agricoles. Dans la période prochaine, les communistes doivent s'appliquer de toutes leurs forces à conquérir la majorité dans les syndicats existants des ouvriers agricoles et à en créer de nouveaux là où il n'y en a pas. Outre leurs autres tâches, les syndicats d'ouvriers agricoles ont la mission politique, importante au plus haut point, de porter le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan dans la masse paysanne. En ce sens, ils doivent être, en quelque sorte, le pont entre le Parti communiste et la campagne.

En aucun cas, cependant, les Partis communistes ne doivent reporter ces nouvelles tâches sur les syndicats d'ouvriers agricoles seuls. C'est une de leurs missions impérieuses de mener énergiquement la conquête des masses paysannes à l'alliance avec le prolétariat révolutionnaire.

Sur le Fascisme

Le fascisme est un phénomène caractéristique de cette époque de décadence, l'expression de la dissolution de l'économie capitaliste et de la décomposition de l'Etat bourgeois.

Sa plus forte racine est née du fait que la guerre impérialiste et l'ébranlement, accentué et accéléré par elle, de l'économie capitaliste, au lieu de réaliser les espoirs des petits et moyens bourgeois, des petits paysans et des intellectuels, ont anéanti pour beaucoup leurs anciennes conditions de vie et en particulier leur sécurité d'autrefois. De même a été trompée l'attente de beaucoup de ces éléments sociaux dans une amélioration profonde de la société par le socialisme réformiste. La trahison des leaders réformistes des Partis et des syndicats, leur coalition avec la bourgeoisie pour restaurer son ancienne domination et son exploitation, tout cela au nom de la « démocratie », a conduit ces « sympathisants » à désespérer du socialisme lui-même et de sa puissance libératrice et réparatrice. Le manque de volonté et la peur de lutter avec lesquels l'écrasante majorité du prolétariat, en dehors de la Russie des Soviets, supporte cette trahison et travaille sous les vexations du Capital à renforcer sa propre exploitation et son propre esclavage ont enlevé à ces éléments en fermentation, petits et moyens bourgeois, intellectuels, la foi dans la classe ouvrière, comme instrument robuste d'une transformation sociale radicale. A eux se sont joints beaucoup d'éléments prolétariens, avides d'action et mécontents de tous les partis politiques. Enfin, ont adhéré au fascisme les désillusionnés et les déracinés de toutes catégories, comme les officiers, à qui la fin de la guerre a fait perdre leur profession et leurs honneurs. Cela est particulièrement vrai des Etats vaincus de l'Europe centrale, où le fascisme a pris un cachet fortement anti-républicain.

Sans connaissances historiques et sans expé-

rience politique, la masse socialement hétérogène des fascistes attend le salut d'un « Etat » qui, tout en étant essentiellement sa créature et son instrument, suive en apparence un programme socialement et politiquement neutre, vague et plein de contradictions, avec ou sans légalité bourgeoise, par la « démocratie » ou par la dictature.

A l'époque de l'effervescence révolutionnaire et du soulèvement du prolétariat, le fascisme a sympathisé en partie avec la révolution prolétarienne ou tout au moins coqueté avec elle.

Les masses qui le suivent hésitent entre les deux grands camps historiques des antagonismes et des luttes de classes. En présence du regain de force de la domination capitaliste et de l'offensive générale de la bourgeoisie, elles se sont cependant battues résolument aux côtés de la bourgeoisie, que leurs dirigeants ont servie dès le début. La bourgeoisie a pris aussitôt le fascisme à son service et à sa solde pour abattre et asservir pour longtemps le prolétariat. Plus dure et progresse la décomposition de l'économie capitaliste, plus les charges et les souffrances qui pèsent sur le prolétariat deviennent insupportables, et moins suffit à protéger le régime bourgeois contre la pression des masses laborieuses la prédiction réformiste sur la paix sociale et la collaboration démocratique. La bourgeoisie a besoin pour se défendre d'attaquer violemment la classe ouvrière. Le vieil appareil « apolitique » de l'Etat bourgeois ne lui assure plus assez de sécurité. Elle commence à créer des troupes spéciales pour la lutte de classe anti-prolétarienne. Le fascisme met ces troupes à sa disposition. Quoique par son origine et ses interprètes il embrasse aussi des tendances révolutionnaires qui pourraient se tourner contre le capitalisme et son Etat, il devient cependant une puissance dangereuse de la contre-révolution. On en a la preuve là où il est vainqueur, en Italie.

Le fascisme diffère selon les pays. Mais, partout, son essence consiste dans l'alliance de la violence terroriste la plus brutale avec une phraséologie révolutionnaire utilisant démagogiquement les besoins et les dispositions des masses productrices. Jusqu'à présent, c'est en Italie qu'il a atteint sa plus grande maturité. Dans ce pays, la passivité du Parti socialiste et des chefs syndicaux réformistes lui a donné libre carrière, et sa phraséologie révolutionnaire a mis à sa suite des éléments prolétariens qui ont fait son succès. Le développement du fascisme en Italie manifeste l'incapacité où ont été le Parti et les syndicats à utiliser l'occupation des fabriques par les ouvriers en 1920 pour renforcer la lutte de classes prolétarienne. La victoire fasciste a pour conséquence d'empêcher par la force tout mouvement ouvrier, même la lutte apolitique pour les salaires. La victoire du fascisme en Italie excite la bourgeoisie des autres pays à abattre le prolétariat de la même façon. La classe ouvrière du monde entier est menacée de subir le sort de nos frères italiens.

Mais le développement du fascisme en Italie montre aussi que le fascisme a un caractère double et renferme de forts éléments de désagrégation idéologique et politique. Son but, transformer le vieil « Etat démocratique » bourgeois en un Etat de violence fasciste, déchaîne des antagonismes entre l'ancienne bureaucratie et la nouvelle bureaucratie fasciste ; entre l'armée régulière et les officiers de métier et la nouvelle milice nationale et ses chefs ; entre la politique fasciste de violence dans l'administration économique et dans l'Etat et l'idéologie des restes de la bourgeoisie libérale et démocrate ; entre les monarchistes et les républicains ; entre les fascistes proprement dits, les « Camicie nere » et les nationalistes dans le parti et la milice ; entre le programme primitif des fascistes, qui faisait illusion aux masses, et leur politique réelle qui sert les intérêts du capital industriel et surtout de l'industrie lourde artificiellement nourrie. Derrière ces antagonismes, il y a des antagonismes sociaux et économiques insurmontables entre la grande bourgeoisie, d'une part, la petite et moyenne bourgeoisie, les petits paysans et les intellectuels, d'autre part ; enfin, effaçant tous ces antagonismes sociaux et politiques, l'opposition de classe entre la bourgeoisie et le prolétariat. La faillite idéologique du fascisme résultant des antagonismes que nous venons de caractériser est déjà un fait, qui s'exprime aussi dans la contradiction entre le programme fasciste et la méthode adoptée pour le réaliser. L'armement organisé et la terreur impitoyable pourront encore faire obstacle quelque temps au développement de ces antagonismes et masquer la faillite idéologique. Mais les oppositions finiront par pénétrer dans la force armée elle-même et ruineront le fascisme. L'avant-garde révolutionnaire du prolétariat ne doit pas assister passivement au processus de décomposition du fascisme : sa tâche historique est de l'accélérer consciemment et activement. Les éléments révolutionnaires inconscients contenus dans le fascisme doivent être amenés à la lutte prolétarienne contre la domination de classe et l'exploitation de la bourgeoisie. La défaite idéologique et politique du fascisme doit préparer sa défaite militaire.

C'est le devoir de l'avant-garde révolutionnaire consciente de la classe ouvrière d'engager la lutte contre le fascisme victorieux en Italie et en voie d'organisation dans le monde entier. Elle doit désarmer et vaincre le fascisme politiquement et grouper les ouvriers pour une bonne self-protection.

Il faut prendre pour cela les dispositions suivantes :

1° Dans tous les pays, un organe particulier pour diriger la lutte contre le fascisme sera créé par les partis et les organisations ouvrières de toutes tendances.

La tâche de cet organe consistera :

a) A rassembler les faits concernant le mouvement fasciste dans son pays ;

b) A éclairer systématiquement la classe ouvrière sur le caractère de classe du mouvement fasciste, par des articles de journaux, brochures, affiches, réunions, etc. ;

c) A éclairer systématiquement les masses nouvellement prolétarisées ou menacées de prolétarianisation sur leur situation et sur le caractère du fascisme, instrument du grand capital ;

d) A organiser la défense de la classe ouvrière en formant des centuries et en les armant (comme les fascistes font leur propagande parmi la jeunesse et que la jeunesse ouvrière doit être incluse dans le front unique, les jeunes gens de 17 ans et plus doivent être admis dans les centuries) à organiser des Comités de contrôle ouvriers pour empêcher le transport des bandes fascistes et de leurs munitions, à réprimer impitoyablement toutes les tentatives fascistes pour terroriser les travailleurs ou empêcher les manifestations de leur vie de classe ;

e) A attirer les ouvriers, sans distinction de tendances, dans cette lutte ; à inviter tous les partis ouvriers, les syndicats, en général toutes les organisations prolétariennes, à lutter en commun contre le fascisme ;

f) A lutter contre le fascisme au Parlement et dans toutes les organisations publiques en soulignant le caractère impérialiste et d'un nationalisme exaspéré du fascisme des différents pays, qui augmente le danger de nouveaux conflits internationaux ;

2° Le groupement des forces fascistes s'accomplit sur le plan international ; il est donc nécessaire de grouper sur le même plan la défense ouvrière. Il faut créer un Comité ouvrier international pour échanger l'expérience des divers pays et organiser des actions internationales, en première ligne contre le fascisme italien. A cet effet, il faut envisager :

a) Une campagne internationale par journaux, brochures, images, réunions publiques, pour mettre en lumière le caractère absolument hostile aux ouvriers du pouvoir fasciste en Italie, qui détruit systématiquement toutes les organisations ouvrières et leurs établissements ;

b) L'organisation de meetings et manifestations internationaux contre le fascisme et contre ses représentants à l'étranger, etc. ;

c) Des campagnes aux Parlements : inviter les Parlements, les fractions ouvrières des Parlements, des organisations internationales ouvrières, à envoyer en Italie des commissions d'enquête sur la situation de la classe ouvrière ;

d) Une campagne pour la libération immédiate des ouvriers communistes, socialistes et sans-parti, emprisonnés ou condamnés ;

e) Un boycottage international de l'ensemble des ouvriers contre l'Italie : refus des livraisons de charbon, pour les ouvriers des transports, refus de charger et de transporter des marchandises en provenance ou à destination de l'Italie, etc., etc. ; créer dans ce but un Comité international des Mineurs, Marins, Cheminots, Ouvriers des Transports, etc. ;

f) L'assistance matérielle et morale de la classe ouvrière italienne persécutée, au moyen de sous-

criptions, secours aux fugitifs, offres de travail à l'étranger, etc. C'est une forme de l'Aide Rouge internationale. Il faudra y faire participer les coopératives.

Il faut enfoncer dans la conscience des ouvriers que le sort de la classe ouvrière italienne sera leur propre sort s'ils n'empêchent pas, par une lutte révolutionnaire énergique contre la classe dominante, les éléments dont la conscience de classe est moins développée, d'adhérer au fascisme. Les organisations ouvrières doivent mener avec la plus

grande énergie la lutte contre le capital, pour protéger les peuples contre l'exploitation et l'oppression et opposer aux mots d'ordre démagogiques pseudo-révolutionnaires du fascisme la lutte de masses organisée la plus sérieuse. Elles doivent, en outre, combattre de toutes leurs forces les premiers embryons d'organisations fascistes surgissant dans leurs propres pays, et se persuader que le meilleur moyen de combattre le fascisme en Italie et ailleurs est de le combattre dans leur propre pays.

Sur le conflit Anglo-Russe

L'Exécutif élargi voit dans l'évolution du conflit anglo-russe et dans la façon dont il vient d'être résolu, une preuve que l'impérialisme anglais est prêt à utiliser toutes les occasions pour menacer de nouveau le premier Etat ouvrier et paysan d'une attaque à main armée, et pour anéantir ainsi la plus importante des conquêtes de la révolution mondiale commençante, comme il l'a fait en Angleterre, où les résultats les plus importants obtenus en 1919 par la classe ouvrière furent anéantis par la suite.

Les progrès de la Russie des Soviets, les débuts de sa renaissance économique, sa réapparition sur le marché mondial comme pays exportateur de produits alimentaires et de matières premières, la consolidation des liens qui unissent le gouvernement des Soviets à toute la population travaillante, la puissance et l'influence croissantes du Parti communiste, tout cela détruit les espérances de l'impérialisme anglais dans l'exploitation de la misère économique de la Russie pour miner la puissance des Soviets, vaincre économiquement la Russie et la soumettre à la dictature du capital mondial. Comme la force croissante de la Russie des Soviets doit exercer en même temps une influence vivifiante sur le réveil des peuples de l'Orient, le gouvernement impérialiste britannique veut obliger la Russie des Soviets à s'incliner et en faire ainsi sa vassale ou tout au moins il essaie de la provoquer. L'impérialisme anglais nourrissait l'espoir que la haine générale des gouvernements capitalistes pour la Révolution russe inciterait les autres puissances à prendre part à cette lutte et qu'en aboutirait ainsi à une intervention générale contre la Russie des Soviets.

L'Exécutif élargi félicite le gouvernement des Soviets de ne pas s'être laissé provoquer, mais d'avoir su éviter la rupture que voulaient les classes dirigeantes d'Angleterre, grâce à une poli-

tique nette et définie comportant certains sacrifices. L'Exécutif élargi exprime sa joie sincère de l'esprit de décision manifesté par les masses ouvrières russes en face de l'ultimatum anglais ; elles ont immédiatement soutenu le gouvernement des Soviets. L'Exécutif élargi voit là une garantie pour l'avenir : si les gouvernements impérialistes tentaient à nouveau de déchaîner une guerre contre le gouvernement des Soviets, ils se heurteraient non seulement à la résistance de la classe ouvrière internationale contre une attaque aussi criminelle contre les conquêtes de la révolution russe, mais encore à la volonté inébranlable du peuple russe révolutionnaire, et ils se briseraient les dents.

L'Exécutif élargi rappelle que la 2^e Internationale estimait possible, en protestant en paroles, à Hambourg, contre l'attaque de lord Curzon contre la Révolution russe et par conséquent contre la paix des peuples, de se solidariser avec les partisans contre-révolutionnaires de l'Entente en Russie, les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires. L'Exécutif élargi flétrit ce soutien apporté à l'impérialisme mondial et appelle les ouvriers de tous les pays à défendre plus énergiquement que jamais la Russie des Soviets. Le gouvernement anglais a repoussé toutes les propositions du gouvernement des Soviets tendant à résoudre effectivement le conflit. Chaque jour peut amener une rupture des relations anglo-russes, et même une nouvelle guerre. Il faut que le sentiment de ce danger soit constamment en éveil parmi les masses prolétariennes du monde entier, pour qu'elles s'apprêtent constamment à s'opposer par tous les moyens à la politique des attentats contre la Révolution russe. L'Exécutif élargi invite les masses travailleurs de l'Orient à se grouper sous la bannière de la Russie des Soviets, qui pare les coups portés aux peuples de l'Orient en lutte pour leur libération.

Sur le meurtre de Vorovsky

L'Exécutif élargi adresse son souvenir ému au camarade Vorovsky, le représentant du gouvernement soviétiste, tombé sous la balle d'un bandit fasciste. Il rappelle le travail accompli par Vorovsky durant trente ans dans les organisations ouvrières illégales de Russie, en prison et en exil, dans l'Exécutif de l'Internationale Communiste, ainsi qu'à son poste de représentant du gouvernement des Soviets, pour la libération de la classe ouvrière de Russie et du monde entier et pour l'émancipation des peuples asservis et exploités

de l'Orient. L'Exécutif élargi invite la classe ouvrière de tous les pays à redoubler de vigilance contre les bandes fascistes de tous les pays. Il invite à tout faire pour défendre les chefs du prolétariat révolutionnaire et anéantir ainsi les plans du capital qui veut le décapiter.

L'Exécutif élargi déclare aux classes possédantes que toute violence exercée contre le prolétariat militant sera vengée par la classe ouvrière révolutionnaire et que, pour chaque goutte versée de

sang prolétarien, la bourgeoisie universelle, lorsque l'heure sonnera de la lutte décisive, paiera lourdement. L'Internationale Communiste rappelle à la bourgeoisie que la classe ouvrière avec l'en-

semble des masses laborieuses, compose la grosse majorité des peuples et que la bourgeoisie devra s'en prendre à elle-même si le glaive de la terreur rouge s'abat sur elle.

Sur la question Japonaise

Le Comité Exécutif élargi de l'Internationale Communiste exprime sa profonde sympathie et promet son soutien aux communistes emprisonnés par le gouvernement autocratique du Japon pour l'unique raison qu'ils ont courageusement mené campagne contre les menées concertées de la bureaucratie et de la clique militaire pour militariser les écoles et les collèges.

L'Exécutif élargi reconnaît que le gouvernement japonais, en s'efforçant d'exterminer les communistes par une politique barbare d'inquisition, veut supprimer le mouvement prolétarien dans son ensemble, écraser les radicaux et trouver un prétexte pour faire adopter le bill d'interdiction du Parti communiste, rejeté l'année dernière par le Parlement, sous forme d'édit impérial.

L'Exécutif élargi invite les ouvriers japonais à ne pas se laisser tromper par les prétextes mis

en avant par le gouvernement pour détruire le mouvement communiste, à ne pas se laisser séparer et détourner des communistes, il les invite à poursuivre la tâche commencée par les communistes emprisonnés tombés dans la lutte pour les intérêts de la classe ouvrière, et à organiser un mouvement vigoureux contre la conspiration perfide du gouvernement militariste et bureaucratique.

L'Exécutif élargi invite particulièrement la classe ouvrière, les paysans et les étudiants, à se joindre au mouvement antimilitariste, car ce sont eux qui doivent porter tout le poids des conséquences sanglantes de la conspiration pour la militarisation des écoles. La jeunesse doit voir dans les camarades arrêtés, tombés victimes de l'oppression de la clique militariste, les véritables champions de sa cause.

Sur la question Italienne

Unir le Parti communiste italien avec la majorité du Parti socialiste qui s'est prononcée au Congrès de Rome pour la 3^e Internationale, grouper rapidement toutes les forces pour atteindre le maximum d'unité des ouvriers révolutionnaires contre le fascisme menaçant, — en cela consiste la décision du 4^e Congrès mondial sur la question italienne. Les événements ont montré que cette décision était et reste parfaitement juste. En la confirmant, l'Exécutif élargi constate avec un profond regret que le désir du 4^e Congrès n'a pas encore été réalisé.

Cet insuccès des décisions du 4^e Congrès a pour causes principales :

1^o La terreur blanche du fascisme, les persécutions inouïes contre la classe ouvrière, les assassinats impunis d'ouvriers révolutionnaires, les arrestations continuelles et un monstrueux arbitraire ont réduit pour un temps le mouvement ouvrier à l'illégalité et suscité une démoralisation parmi les ouvriers. Ce sont les communistes qui reçurent les coups les plus durs, de sorte que, naturellement, la partie la moins hardie des ouvriers socialistes s'abstint à ce moment de s'unir immédiatement avec les communistes afin d'éviter une répression particulièrement violente :

2^o La conduite de l'aile droite du P. S. exploitant la démoralisation d'une partie des ouvriers et l'arrestation des militants les plus dévoués à l'I. C. et des éléments les plus révolutionnaires du P. S., cette aile droite s'organisa rapidement en fraction et mena une campagne systématique contre l'union avec les communistes en profitant des conditions défavorables qu'elle trouvait les partisans de la fusion.

De plus, la tactique erronée de la majorité du Comité central du P. C. contribua dans une certaine mesure à cet insuccès. Hypnotisée par la lutte antérieure contre le groupe Serrati, souffrant en général de dogmatisme, la majorité du Comité central du P. C. ne se rendit pas compte que la

situation du mouvement ouvrier avait radicalement changé et que l'union de toutes les forces ouvrières révolutionnaires dans un Parti communiste unifié était une question de vie ou de mort pour le prolétariat. La majorité du Comité central, malgré les résolutions prises au 4^e Congrès, non seulement ne mena pas une campagne méthodique pour l'union avec le P. S., mais, en fait, paralysa l'application de cette décision.

L'Exécutif élargi décide :

a) En ce qui concerne le P. C. :

1^o L'Internationale exige du Comité central du P. C. la mise en pratique, non seulement formelle, mais effective de ses décisions. Tout le P. C., tous ses organes, doivent commencer une agitation énergique pour l'union des forces prolétariennes sur les bases approuvées par le 4^e Congrès ;

2^o Les communistes doivent soutenir par tous moyens les membres du P. S. partisans de l'union avec les communistes ;

3^o Le P. C. doit appliquer une tactique de front unique adaptée aux conditions italiennes, c'est-à-dire faire au Comité directeur du P. S. des propositions sous la forme exigée par les résolutions de l'I. C. ;

4^o La composition de l'Exécutif du P. C. doit être telle qu'elle garantisse l'application des dispositions ci-dessus ;

b) En ce qui concerne le P. S. :

1^o L'Exécutif élargi constate que le Comité directeur actuel du P. S. s'appuie sur l'opinion d'une majorité instable. Le Congrès de Milan a été convoqué pendant une terreur blanche qui a réduit à 9.000 les 32.000 membres représentés au Congrès de Rome. Et cependant, plus de 40 % se sont prononcés pour l'union avec les communistes ;

2^o L'Exécutif constate que, s'appuyant sur une majorité si insignifiante, le groupe victorieux n'a pas permis l'entrée dans le C. D. d'un seul membre du groupe opposé presque aussi nombreux ;

3° L'Exécutif constate qu'immédiatement après le Congrès, le groupe victorieux, violant ouvertement les principes les plus élémentaires de la démocratie intérieure du Parti, a exclu la Jeunesse rien que pour être restée fidèle au socialisme révolutionnaire ;

4° L'Exécutif constate qu'à l'heure où s'ouvrait la crise de l'Internationale d'Amsterdam, alors qu'une gauche ouvrière plus consciente se rapprochait de l'Internationale Syndicale Rouge, le C. D. du P. S. a jugé bon de renouveler son adhésion à l'Internationale d'Amsterdam ;

5° L'Exécutif doit donc constater que la direction du P. S., jusqu'à présent, a agi avec hostilité envers l'I. C. ;

6° L'Exécutif considère le Congrès de Milan et la situation actuelle du P. S. comme un épisode passager. Il est convaincu que le moment n'est pas loin où la masse du P. S. fera entendre sa voix ;

7° Déjà, sous la pression de la majorité ouvrière, la direction du P. S. a manifesté un désir de rapprochement avec l'I. C. dans une lettre

datée du 10 juin. L'Exécutif, ne voulant rien négliger pour hâter l'union de toutes les forces révolutionnaires d'Italie, estime aller au-devant du désir de la majorité ouvrière du P. S. en acceptant ce rapprochement malgré les actes d'hostilité signalés plus haut ;

8° Pour donner une forme concrète à ce rapprochement, l'Exécutif adresse au C. D. du P. S. une proposition officielle d'alliance d'action avec le Parti communiste. L'Exécutif, vu les difficultés résultant des conjonctures politiques antérieures, apportera tout concours pour faciliter le travail en commun des deux partis ;

9° Afin d'exprimer sa solidarité avec les ouvriers du P. S., qui traversent des temps particulièrement difficiles, l'Exécutif invite le P. S. à envoyer au plus tôt à Moscou une délégation pour réaliser sa liaison avec l'Internationale Communiste.

L'Exécutif élargi invite tous les ouvriers révolutionnaires d'Italie à travailler avec constance à l'union complète de toutes les forces révolutionnaires de la classe ouvrière italienne sous la bannière de l'Internationale Communiste.

Sur la question Autrichienne

La situation actuelle en Autriche est caractérisée par les traits suivants :

a) Dépendance complète de l'Autriche à l'égard de l'Entente, dont le représentant jouit d'un pouvoir presque illimité ;

b) Politique réactionnaire du chancelier Seipel, dirigée exclusivement contre la classe ouvrière ;

c) Progrès du fascisme, dont les organisations de combat font les premières tentatives pour détruire les organisations ouvrières et écraser les travailleurs ;

d) Croissance des organisations purement monarchistes rêvant de restauration ;

e) Situation économique extrêmement difficile, cherté de la vie, chômage considérable ;

f) Situation de la classe ouvrière rendue très difficile par les efforts des capitalistes pour réduire les salaires, déjà très inférieurs au coût minimum de la vie, par l'augmentation du chômage et les mauvaises conditions de travail.

Par suite de ces conditions politiques et économiques, la lutte de classe a, en Autriche, revêtu un caractère aigu et aboutit souvent à des conflits armés.

Le Parti socialdémocrate autrichien, pilier de l'ancienne Internationale 2 1/2, continue sa politique de trahison envers la classe ouvrière autrichienne, sa politique d'impuissance devant l'offensive capitaliste, sa politique de concours à la bourgeoisie. Les masses ouvrières et même plusieurs organisations socialdémocrates, de plus en plus déçues, s'opposent à leurs dirigeants, comme il est arrivé dans les grèves déclarées contre la volonté de l'organe central socialdémocrate et dans d'autres actions.

Pour ces raisons, le P. C. autrichien doit maintenir avec énergie et netteté la rectitude de sa ligne politique et diriger toute son attention sur l'agitation contre l'offensive du capital et du fascisme et sur la solution des tâches suivantes, les plus importantes pour le Parti :

Le Gouvernement ouvrier et paysan

Le P. C. autrichien, comme toutes les autres sections de l'I. C. est tenu de déployer une propagande intelligente, conforme aux décisions du

4^e Congrès mondial et de l'Exécutif élargi, pour le Gouvernement ouvrier et paysan. La lutte contre le gouvernement du chancelier Seipel ou contre un gouvernement de coalition bourgeois socialdémocrate ne peut être entreprise et menée par les ouvriers révolutionnaires d'Autriche si le P. C. autrichien n'est pas capable de le diriger vers une fin pratique. Le gouvernement ouvrier et paysan n'est donc pas seulement un mot d'ordre de propagande, mais un mot d'ordre d'action. L'agitation du P. C. autrichien à ce sujet sera donc inefficace et incomprise si le Parti ne réussit pas à établir pratiquement, c'est-à-dire dans l'organisation et l'agitation, des rapports étroits avec les travailleurs agricoles. Sous ce rapport, le P. C. autrichien ne s'est pas montré à la hauteur de sa tâche.

La question électorale

Le P. C. autrichien doit naturellement participer aux luttes électorales. Il ne peut établir une plate-forme commune qu'avec le bloc de l'opposition syndicale. La plate-forme électorale du Parti doit cristalliser son point de vue communiste. Le P. C., dans la campagne électorale, s'opposera au fascisme, au gouvernement chrétien socialiste, au gouvernement de coalition et agira pour le gouvernement ouvrier et paysan. Si le Parti remplit bien sa tâche sur le terrain où il s'est placé, dans le domaine de l'activité syndicale, de l'agitation et de la propagande, parmi les classes prolétariennes, et aussi dans les masses petites-bourgeoises et demi-prolétariennes, et surtout parmi le prolétariat rural, il pourra grouper sur sa liste, avec les voix des révolutionnaires conscients, une partie de celles des autres adversaires sincères du capitalisme. Le P. C. autrichien ne devra pas manquer de souligner l'attitude de trahison du Parti socialdémocrate.

La question syndicale

La tactique syndicale du P. C. autrichien est, en général, conforme aux décisions du 4^e Congrès de l'I. S. R. Dans ce domaine, le P. C. autrichien

a déjà remporté certains succès. Mais, dans les derniers temps, des instances responsables du Parti y ont commis quelques fautes graves. Il ressort des rapports de Koritschoner et de Frey que les fonctionnaires syndicaux responsables du P. C. autrichien n'ont pas toujours adopté dans les revendications de salaires l'attitude correspondant aux principes formulés par l'I. S. R. Dans tous les mouvements pour les salaires, la position prise par nos délégués doit être examinée en temps opportun, mûrement étudiée et ensuite défendue partout avec unité. Le Parti doit opposer aux réformistes, non seulement sa critique, mais aussi ses propositions positives. Dans tous les Comités de grève, les conférences des Conseils d'usines, etc., les représentants du bloc doivent défendre les conceptions révolutionnaires selon les directives de l'I. S. R. Il en est de même lorsque nos camarades sont menacés par les réformistes de l'exclusion des groupements syndicaux. En aucun cas, les délégués communistes ne doivent participer à des actions pour les salaires en sacrifiant les principes communistes. Après l'échec des luttes pour les salaires, échec dont les réformistes sont responsables, il importe d'exposer, d'expliquer notre attitude dans la presse et dans les usines.

L'Organisation des Jeunesses

Sans entrer dans tous les détails des conflits entre le P. C. autrichien et les Jeunesses, on peut

établir en général que le Parti doit s'efforcer à rester en bonne entente avec les Jeunesses. Le Parti doit tâcher de maintenir avec la Jeunesse les meilleures relations. D'après les directives établies par l'Internationale des Jeunesses, la Jeunesse est subordonnée au Parti dans les questions politiques et tactiques ; mais, conformément aux décisions internationales, son indépendance organique doit être respectée. Dans l'Union de la Jeunesse comme dans le Parti, la constitution des fractions doit immédiatement cesser.

Le journal du Parti

La rédaction de la *Rote Fahne* de Vienne n'a pas toujours su rester dans l'actualité politique. Nous nous bornerons à rappeler les questions de l'assassinat de Vorovsky, du Congrès de fusion des Internationales 2 et 2 1/2 et surtout de la propagande pour le gouvernement ouvrier. La rédaction de la *Rote Fahne* n'a consacré que peu d'attention à ces questions. La presse du Parti doit accorder plus d'importance à l'information, mettre mieux en lumière l'importance sociale des événements quotidiens, sans négliger la propagande pour les mots d'ordre de l'I. C.

Les questions personnelles

Les représentants des deux fractions s'engagent à cesser immédiatement toute lutte personnelle et à s'opposer sans réserve à toute tentative de reconstitution des fractions.

Sur la question Suisse

L'Exécutif élargi de l'Internationale Communiste confirme les décisions du Présidium du 15 mars 1923 concernant les méthodes tactiques du P. C. suisse. Il rappelle encore une fois les principales questions dont le Présidium s'est déjà occupé.

La question syndicale

Ce n'est que dans la mesure où le Parti saura lutter pour les soucis quotidiens de la classe ouvrière et où il influencera la direction des luttes syndicales qu'il pourra s'assurer peu à peu la confiance des ouvriers groupés dans les syndicats. Les décisions du 4^e Congrès mondial de l'I. C. et surtout celles du 2^e Congrès de l'I. S. R. doivent déterminer l'activité de nos délégués dans le domaine syndical. L'action de nos camarades dans les syndicats doit être soutenue et encouragée par la presse du Parti tout entière. Il s'ensuit que cette presse s'occupera avec la plus grande attention des problèmes de la lutte économique du prolétariat.

Le principe défendu par les dirigeants syndicaux Wys et Kopp, selon lequel le Parti devrait s'occuper le moins possible des affaires syndicales, est naturellement absolument faux. Cependant, le P. C. ne doit pas toujours et dans tous les cas exercer une influence immédiate sur la direction syndicale. L'essentiel est que le P. C. ou ses délégués soient en état d'influencer dans le sens des décisions du Congrès mondial, c'est-à-dire des principes communistes, les luttes syndicales et de forcer les dirigeants actuels des syndicats à agir dans l'intérêt de la classe ouvrière, par conséquent à mettre les syndicats au service de la lutte de classe.

L'Agitation

Le P. C. suisse compte relativement peu de membres, car ses 4.500 à 4.800 cotisants s'opposent à 30.000 membres du Parti socialdémocrate. Si l'on considère, en outre, que les unions syndicales comptent environ 250.000 ouvriers organisés, il ressort que l'effectif du Parti ne correspond pas à la force du mouvement ouvrier en général et naturellement aussi du mouvement syndical. Il semble que le Comité directeur ait pensé surtout à former un « Parti communiste pur ». Nous attirons son attention sur ceci : le P. C. russe, qui a été victorieux dans la révolution sociale et entre les mains duquel se trouve le pouvoir, est le centre d'attaques violentes et continuelles de la part de la réaction mondiale. Il se trouve dans la situation d'une armée sur la défense, d'une forteresse investie. Ce parti doit donc veiller à ce que ses rangs ne renferment que des communistes éprouvés. Les sections de l'I. C., qui doivent encore organiser et mener la lutte contre les classes dominantes de leur Etat, et qui, dans cette lutte, doivent tâcher de gagner, sinon la collaboration, du moins la sympathie des masses travailleuses, ne peuvent pas se permettre le luxe de créer un « Parti pur », qui embrasse une minorité restreinte de prolétaires conscients. Le Parti doit déployer une activité de recrutement intense et tâcher de se conquérir de nouveaux membres. Le P. C. suisse ne peut pas se borner à exercer une influence indirecte sur les masses travailleuses ; il doit exercer une influence directe sur la plus grande partie possible du prolétariat s'il veut remplir son rôle révolutionnaire.

Les actions entreprises par le Parti

Nous répétons que la Centrale non seulement peut, mais doit veiller à ce que toutes les actions entreprises par le Parti lui soient soumises. La Centrale est responsable envers le Parti et l'In-

ternationale non seulement de sa politique générale, mais de tous les établissements économiques et autres appartenant au Parti. La Centrale ne peut accepter cette responsabilité que si elle a le droit d'exercer une influence décisive sur tous les entreprises du Parti et de les contrôler.

Sur la question syndicale

Dans ces derniers mois s'accomplit, dans l'aile réformiste du mouvement ouvrier, une importante évolution. Elle s'exprime par ceci que, dans l'Internationale d'Amsterdam, il s'est formé une aile gauche qui veut, avec les syndicats russes et par eux, avec l'I. S. R. et les organisations y adhérant, faire front unique. Cette tendance s'est manifestée le plus clairement à la Conférence internationale des ouvriers des transports, où les organisations de l'Internationale d'Amsterdam et celles de l'I. S. R. firent bloc pour combattre le danger de guerre et de réaction fasciste. Cette même tendance s'est manifestée ensuite dans l'accord entre la Fédération Internationale et la Fédération russe des métaux et dans plusieurs autres tentatives analogues dans d'autres Fédérations internationales.

Cette évolution a deux causes :

- La banqueroute de la politique de communauté de travail de l'Internationale d'Amsterdam ;
- Les progrès de l'esprit révolutionnaire des masses, par suite de notre tactique de conquête des syndicats et du front unique.

La banqueroute de la tactique réformiste se montre dans le fait que les syndicats ont été hors d'état de résister vraiment à l'offensive du capital et d'empêcher l'aggravation progressive de la situation économique du prolétariat. Elle s'est surtout manifestée au moment du conflit de la Ruhr, où les syndicats réformistes ont été aussi peu capables qu'en 1914 d'opposer à la politique de rapine capitaliste et à la guerre impérialiste une lutte de classe implacable.

Dans cette situation, la lutte des communistes pour le front unique des syndicats en vue d'actions communes avec les travailleurs de toutes tendances devait montrer que de tous les partis ouvriers, seul, le Parti communiste menait une lutte véritable contre l'asservissement des travailleurs.

La nouvelle situation pose devant tous les Partis communistes la question de savoir comment la tactique fixée par les congrès de l'Internationale Communiste pourra continuer à être appliquée. La seule propagande pour le front unique ne suffit plus à présent ; il faut montrer à chaque ouvrier les causes du front unique, la façon de l'organiser et les méthodes de lutte ouvrière applicables dans le front unique. Il faut donner à chaque ouvrier une idée claire de ce que nous entendons par front unique, de la façon dont nous entendons sa formation et de ce que tous les ouvriers et chacun d'eux auront à faire dès que le front unique sera formé. Le front unique doit avoir une base matérielle dans des comités adaptés aux lieux, au temps et aux circonstances.

L'élaboration de programmes d'action concrets par industries et par régions doit être la tâche la plus importante d'un avenir prochain.

Notre lutte pour le rétablissement de l'unité syndicale doit surtout sortir des usines, car c'est

là que l'ouvrier sent le plus la nécessité du front unique. Il s'est vérifié que les conseils d'usines sont les organes les plus appropriés du front unique. C'est pourquoi, dans les pays où n'existent pas encore de conseils d'usines, les communistes doivent lutter pour la création de conseils d'usines ; là où ils existent déjà, ils doivent lutter de toutes leurs forces pour faire progresser leur esprit révolutionnaire et élargir leurs droits.

Le transport du centre de gravité de l'action dans les usines et la lutte pour la création de conseils d'usines ne signifie pas que ceux-ci doivent, en tant qu'organisation, remplacer les syndicats. Une telle conception conduirait à un affaiblissement du mouvement ouvrier et doit être catégoriquement combattue. Elle affaiblirait notre lutte pour la conquête des syndicats et la transformation de ces derniers en syndicats d'industrie et livrerait les Fédérations aux chefs réformistes actuels.

Dans les pays où les ouvriers appartiennent à différentes nationalités et races, les communistes doivent lutter pour que les ouvriers de toutes nationalités et de toutes races adhèrent à un seul et même syndicat. Mais, dans cette lutte contre les préjugés nationaux des ouvriers, le Parti communiste doit combattre plus résolument encore les éléments qui, exploitant les mots d'ordre internationaux, empêchent le libre développement des nationalités opprimées.

Là où les masses ouvrières souffrent encore des suites d'une haine nationale séculaire, les communistes doivent, en cas de conflit entre ouvriers de différentes nationalités, si petit que soit ce conflit, agir avec la plus grande prudence, le moindre conflit pouvant être la cause d'un réveil des luttes nationales entre ouvriers, c'est-à-dire d'une profonde division des éléments révolutionnaires.

La politique de scission que les syndicats réformistes continuent de se heurter à une opposition résolue. (Propagande, agitation, mesures d'organisation, etc.) En cas d'exclusion de groupes d'ouvriers et de syndicats entiers, les organisations exclues doivent se grouper, et il y aura lieu de tout tenter pour les faire réintégrer. En aucun cas, les éléments d'opposition sympathisant avec les exclus ne doivent quitter les anciens syndicats.

Dans les pays où existent deux mouvements parallèles, le mouvement réformiste et le mouvement révolutionnaire (France, Tchéco-Slovaquie, Espagne, etc.), les syndicats exclus des organisations réformistes doivent rejoindre les syndicats révolutionnaires. Par contre, les militants individuellement exclus doivent exiger leur réadmission au syndicat réformiste, aussi longtemps que cela paraît être utile au mouvement ouvrier révolutionnaire.

Le Comité Exécutif de l'I. C. invite toute la presse communiste à suivre avec plus d'attention la vie et l'action des syndicats, à éclairer l'attitude des syndicats révolutionnaires, des minorités et des

fractions d'opposition et à mettre systématiquement en valeur toutes les expériences accomplies sur le terrain de la politique et de l'organisation. La plus grande attention doit être portée sur la création d'une littérature syndicale d'agitation et de propagande. Les Partis communistes doivent régulièrement envoyer à l'Exécutif des rapports sur l'activité de leurs fractions syndicales, afin que le mouvement international bénéficie des expériences de chaque pays.

Chaque membre de l'I. C. doit adhérer à son organisation syndicale et militer dans la fraction communiste, éventuellement, dans le mouvement d'opposition révolutionnaire. L'activité des communistes dans les syndicats doit être conforme aux principes et aux décisions de l'Internationale Syndicale Rouge. Les sections de l'Internationale Communiste ne doivent rien négliger pour unir

dans l'Internationale Syndicale Rouge tous les travailleurs syndiqués du monde.

Prenant connaissance, avec satisfaction, des accords conclus entre les ouvriers des transports et les métallurgistes, l'Exécutif élargi invite tous les Partis communistes à soutenir toutes les tentatives de formation d'un front unique dans le mouvement syndical et de rétablissement de l'unité dans les pays où le mouvement syndical a été scindé ; il les invite à combattre avec la plus grande énergie toutes les tentatives de sabotage des accords déjà conclus entre des syndicats de diverses tendances. Les Partis communistes doivent soutenir l'initiative des ouvriers des transports et tout faire pour étendre des accords analogues à d'autres industries, préparant ainsi l'unité organique du mouvement syndical international.

Question de la coopération

I. -- Fascisme et Coopération

1. Le fascisme se propose comme but immédiat la destruction systématique des organisations ouvrières, pour ôter au mouvement ouvrier tout point d'appui. Là où le fascisme s'est développé et surtout là où il est arrivé au pouvoir, il dirige les plus rudes coups contre la coopération.

2. Pour cette raison, le fascisme doit être envisagé comme un des dangers menaçant directement la coopération, non seulement dans son développement, mais dans les conditions mêmes de son existence. C'est pourquoi les coopérateurs communistes doivent mener une vigoureuse campagne pour obliger la coopération à prendre position dans la lutte contre le fascisme.

3. Le développement de l'offensive capitaliste sous les formes du fascisme démontre clairement que la possibilité envisagée par les « purs » coopérateurs d'atteindre l'émancipation de la classe ouvrière par le développement possible de l'organisation coopérative au sein même de la société bourgeoise est une illusion dangereuse. Dès que la coopération commence à gêner les classes bourgeoises, celles-ci frappent sans ménagement l'appareil sur lequel les coopérateurs « pacifistes » basent tous leurs espoirs. La guerre civile s'installe aux portes de la coopération et l'oblige à se placer d'un côté ou de l'autre de la barricade. C'est une dangereuse illusion que de croire qu'on pourrait soustraire la coopération aux conséquences de la lutte de classe ; toute défaite du prolétariat a sa répercussion immédiate sur la coopération. Le régime fasciste, c'est-à-dire le régime de la dictature armée de la bourgeoisie, en immobilisant la classe ouvrière, en la mettant dans une situation de criante infériorité, rend stérile le terrain où la coopération puise ses forces.

4. La Russie des Soviets est le seul pays où la coopération ait la possibilité de développer un plan organique de travail, et considère avec sécurité son existence et son rôle dans l'édification socialiste. Ce contraste frappant du sort réservé à la coopération dans les pays où la bourgeoisie maintient sa dictature et dans le seul pays de la dictature du prolétariat, doit être souligné.

5. L'expérience de la lutte contre le fascisme a

démontré que, seules, les organisations coopératives ayant à leur base des larges masses prolétariennes ont pu lui opposer une certaine résistance ; les petites organisations isolées et dispersées ont fait preuve, non seulement d'une infériorité économique, mais aussi de l'incapacité politique de se défendre contre l'offensive de la bourgeoisie.

6. Les mots d'ordre du front unique et du gouvernement ouvrier et paysan répondent intimement aux nécessités du mouvement coopératif : le front unique, parce que la coopération a les mêmes intérêts, court les mêmes dangers que la classe ouvrière dans son ensemble ; le gouvernement ouvrier et paysan, parce que, seule, la prise du pouvoir par les masses des travailleurs préserve la coopération d'une défaite et lui procure la possibilité d'un large développement.

7. Les masses laborieuses doivent prendre position dès le début du mouvement fasciste, l'empêcher de devenir une force notable et de prendre le pouvoir. Dans ce but, les coopératives doivent développer une large propagande contre le fascisme, concourir de leurs ressources et par la participation de leurs membres à la formation des contingents prolétariens de combat pour la défense des institutions prolétariennes et pour l'écrasement des tentatives contre-révolutionnaires.

Il y a lieu de faire une propagande active, parmi les coopérateurs, pour les souscriptions en faveur des victimes du fascisme ; dans ce but, une liaison étroite doit être établie avec les organisations du secours aux victimes de la contre-révolution.

8. Les expériences de la lutte contre le fascisme démontrent que le renoncement à la résistance prêché par les chefs réformistes n'est pas une méthode de salut. Après la prise du pouvoir par les fascistes, les persécutions organisées contre la coopération ne font qu'augmenter. C'est pourquoi la lutte contre le fascisme doit être poursuivie avec la plus grande énergie ; dans cette lutte, toutes les possibilités doivent être exploitées pour sauver la coopération. Les communistes doivent continuer à travailler au sein des coopératives, même occupées par les fascistes. Une vigoureuse campagne doit être soutenue pour que les travailleurs ne se détachent pas des organismes coopératifs tombés au pouvoir des fascistes ou amoindris par le régime fasciste.

II. -- Sur les actions Communes des Syndicats et des Coopératives

L'offensive internationale du capital, d'une part, et l'esprit révolutionnaire toujours croissant, de l'autre, obligent même les chefs réformistes de l'Internationale d'Amsterdam et de l'Union Internationale des Coopératives à défendre l'idée du front unique prolétarien. Appréhendant la révolution, ils cherchent cependant à substituer au front unique des travailleurs le front unique des leaders. Un bloc de ce genre est formé par le pacte conclu entre l'Union Internationale des Coopératives et la Fédération Syndicale Internationale d'Amsterdam, en février, à Bruxelles.

Il importe de noter que l'U. des C. a de cette façon renoncé à son ancien principe de neutralité politique. L'Union est forcée de convenir, contre son gré, que la question de l'unification de toutes les forces du prolétariat est à l'heure actuelle pour la coopération une question vitale. Si la coopération ouvrière ne veut pas être entraînée dans le procès général de décomposition de l'économie capitaliste, si elle ne veut pas tomber dans l'esclavage du capital commercial et financier, elle doit s'affilier à toutes les organisations politiques et économiques de lutte de la classe ouvrière.

Le bloc entre la Fédération d'Amsterdam et l'Union des Coopératives, formé à Bruxelles, n'est pas un instrument de lutte des classes contre l'offensive du capital. La preuve en est fournie par le refus de l'Union d'admettre dans ce bloc P.I.S.R., qui embrasse en ce moment des millions d'ouvriers révolutionnaires. Ce bloc ne défendra, en réalité, que les intérêts de la bourgeoisie et empêchera la formation des cadres de lutte de la classe ouvrière. Il ne crée pas des liens de solidarité réciproque entre les organisations syndicales et coopératives dans divers pays.

Aussi la tâche des coopérateurs communistes est de dénoncer aux larges masses de coopérateurs des villes et des campagnes le caractère véritable de ce bloc et de lui opposer le front unique de tous les travailleurs coopérateurs et syndiqués. Les organisations syndicales révolutionnaires, groupées sous le drapeau de l'I. S. R., doivent absolument entrer dans ce front. Une Conférence Internationale des représentants des organisations syndicales et coopératives doit élaborer le programme concret d'action conformément auquel se poursuivra la lutte contre l'idéologie et les organisations fascistes, contre l'exploitation des travailleurs, l'avilissement des salaires, la prolongation de la durée du travail, les armements, les provocations des États capitalistes, les impôts sur les salaires et sur les organisations ouvrières, les lois d'exception dirigées contre les partis révolutionnaires, pour l'annulation du Traité de Versailles, pour l'amnistie des révolutionnaires emprisonnés, pour l'armement du prolétariat, pour le principe du gouvernement des paysans et des ouvriers. La coopération doit surtout établir une liaison étroite entre le prolétariat industriel des villes et les travailleurs de la campagne.

La coopération doit participer à toutes les actions du prolétariat révolutionnaire. Il est nécessaire de s'adresser aux chefs des mouvements syndical et corporatif et de leur proposer de collaborer avec le Comité International d'Action formé au Congrès de Francfort, contre le danger de guerre et le fascisme. Si les chefs refusent de répondre à cette invitation, il y aura lieu de s'adresser aux masses de coopérateurs et de syndiqués en les conviant à former le front unique du pro-

létariat pour la défense de leurs intérêts vitaux contre la volonté des chefs qui trahissent.

En vue du Congrès International Coopératif, qui se tiendra en 1924, il est indispensable de soutenir une large campagne contre la position « neutraliste » de nos adversaires, unis à la réaction, et d'assurer au Congrès une large représentation des communistes.

III. -- Sur la question d'organisation

1. La nécessité d'organiser la force internationale des coopérateurs communistes exige que les commissions coopératives auprès des Partis communistes de tous les pays commencent immédiatement le travail de concentration des masses révolutionnaires de la coopération et forment un réseau d'organisations combattives, capables, au moment nécessaire, d'agir, en complète solidarité avec les syndicats rouges et le Parti communiste, en vue de la défense des intérêts révolutionnaires de la coopération.

Il faut établir à tous les degrés du système coopératif de chaque pays des rapports étroits et mener des actions communes avec les organisations correspondantes syndicales et politiques.

2. Le devoir d'organiser les organes dirigeant l'action des communistes dans la coopération incombe aux Commissions coopératives nationales. Ce travail d'organisation, prescrit par la première Conférence Internationale des Coopérateurs communistes, se fait de concert avec le Comité directeur du Parti et reçoit la sanction de la Section Coopérative de l'I. C.

Le schéma de l'organisation (nationale) se présente ainsi :

a) Une Commission des Coopératives est organisée auprès du Comité directeur. Elle est composée :

1° Du Conseil coopératif, dont fait partie les militants responsables communistes ; de la coopération (Administrateurs membres des Conseils généraux, etc.) ; des délégués de la Commission syndicale du Parti, du Secrétariat Féminin, des Jeunes et du Secours Rouge. Les réunions du Conseil se tiennent périodiquement et sont présidées par le membre du Comité directeur, rapporteur des questions coopératives au Comité directeur. Le Conseil discute et solutionne toutes les questions concernant l'action des communistes dans la coopération ;

2° Du Secrétariat coopératif auprès du Comité directeur du Parti.

En premier lieu, la Commission a à décider de l'édition d'un organe des coopérateurs communistes dans les pays où une telle édition est possible ; elle a à fournir à la presse du Parti des articles et des notes d'information, à préparer, avec les organisations syndicales, les campagnes politiques et économiques, à nouer des relations avec la Section Coopérative de l'I. C., les fractions communistes parlementaires, les Comités d'usines, etc. Les décisions du Conseil, après leur ratification par le Comité directeur, sont appliquées par le Secrétariat. Ce dernier accomplit le travail courant, la correspondance, la rédaction, etc.

7. L'action des coopérateurs communistes est organisée sur le même plan à l'échelle départementale et locale. Le Comité local du Parti désigne un militant coopérateur pour diriger l'action du noyau communiste de sa coopérative. Le Conseil de ces hommes de conscience de toutes les coopératives locales présidé par un membre du Comité local du Parti forme l'organe local dirigeant l'action des communistes dans leur localité.

8. Dans les pays où les communistes forment,

dans la coopération de même que dans le mouvement syndical, un bloc avec les éléments révolutionnaires, il est indispensable d'organiser, parallèlement aux noyaux révolutionnaires, des noyaux purement communistes. La tâche des noyaux communistes est d'organiser autour des communistes les larges milieux coopérateurs révolutionnaires. La Section Coopérative de l'Exécutif de P. C. est chargée d'étudier et d'élaborer les méthodes de travail commun des communistes et des autres éléments révolutionnaires de la coopération pour la 2^e Conférence Internationale des Coopératives communistes.

Déclaration de la délégation italienne

La délégation de la majorité du Parti communiste italien déclare voter la résolution présentée par la Commission. Cependant, ayant fait au sein de la Commission des réserves sur quelques points, nous croyons nécessaire de les porter à la connaissance du Plénum.

1. Tout en reconnaissant que la conduite du Parti communiste italien avant le 4^e Congrès a influencé d'une façon nuisible le développement du processus de fusion, nous confirmons de nouveau qu'après le 4^e Congrès mondial, le Comité central du P. C. I. a fait tout ce qui lui était possible et tout ce que la situation concrète lui permettait pour l'application des délibérations du Congrès et de la commission de fusion.

Nous devons aussi remarquer que du même avis ont été les représentants de la minorité du Parti. Du même avis encore était un représentant du Comintern en Italie, et ce représentant n'a pas participé aux travaux de la commission, bien qu'il ait été nommé par le Plénum comme membre de cette commission.

Pour cela, nous retenons comme erroné et non politique le point de la résolution où l'on affirme la responsabilité du Comité central pour son attitude après le 4^e Congrès mondial, affirmation qui se base sur un jugement tout à fait unilatéral.

2. En approuvant les propositions contenues dans la résolution pour les rapports à établir entre le Parti socialiste italien et l'Internationale Communiste, nous sommes d'avis que, tout en servant au rapprochement le plus rapide de la fusion entre les deux partis, elles ne doivent et ne peuvent aucunement servir à modifier le sens des décisions du 4^e Congrès mondial, d'après lesquelles :

a) Le Parti communiste italien reste au premier plan dans le processus de fusion des forces révolutionnaires

b) Les 21 conditions ne perdent pas leur efficacité à propos du processus de fusion entre le Parti socialiste et le Parti communiste.

3. Puisque la discussion du Plénum, et au sein de la commission, a montré une divergence profonde entre l'action développée par l'ancien Comité Exécutif, élu par la volonté de la majorité du Parti, et l'I. C., le point de la résolution où l'on affirme que la composition de l'Exécutif du Parti communiste doit garantir l'application des décisions du Comintern, devrait être interprété dans ce sens : que la tendance qui a jusqu'à présent eu la prédominance absolue dans la direction du Parti doit être exclue du nouveau Comité Exécutif et ne pourrait avoir, au surplus, qu'une représentation minoritaire dans le Comité central.

Après avoir fixé ce point qui reflète le point de vue de la majorité du Parti communiste italien, au commencement d'une nouvelle période de vie du Parti, nous votons la résolution.

Délégation du P. C. I.

Lettre du P. S. Italien

Rome, 10 juin 1923.

Chers camarades,

Afin que le Comité Exécutif élargi puisse prendre dans sa session prochaine les décisions opportunes sur la situation italienne, nous vous envoyons la résolution adoptée par le récent Congrès de Milan, ainsi que la motion sur laquelle Lazzari et le Comité Unioniste se sont mis d'accord et que le Congrès a repoussée.

L'une et l'autre vous permettront de saisir la pensée du Congrès, pourquoi il a adopté l'une et repoussé l'autre.

Avant tout, elles vous montreront :

1^o Que les unionistes, en reculant sur l'ordre du jour Lazzari, furent contraints de reconnaître implicitement que nos délégués au 4^e Congrès avaient excédé les limites du mandat reçu et n'avaient pas exactement interprété l'esprit des décisions du Congrès de Rome ;

2^o Que le Parti, unanimement, est toujours fidèle aux principes du programme sur lequel fut fondée la 3^e Internationale ; mais que, au Congrès de Rome, sans mettre de nouvelles réserves à l'acceptation des 21 conditions, il n'a pas retiré ses précédentes réserves, qui n'ont pas été résolues par l'exclusion de la droite ; et cela selon l'interprétation inacceptable elle-même de Lazzari, auteur au Congrès de Rome d'un ordre du jour d'adhésion sans condition, retiré ensuite ;

3^o Que, par suite de ces précédents, le Parti, attaché à sa tradition par l'attraction qu'elle exerce sur les masses, ne sent le besoin de renoncer ni à son nom, ni à ses symboles, ni à son autonomie, qui, pour son organisation et sa politique intérieure, répond aux besoins de sa fonction historique non encore dépassée par les événements, autonomie dont une méthode révolutionnaire et intransigeante suffit à garantir les limites nécessaires.

Les décisions du 4^e Congrès, en transformant inopinément en autorisations le caractère de centralisme démocratique donné à la 3^e Internationale par les conditions 12 à 21, ont aggravé les difficultés de la position du Parti socialiste vis-à-vis de vous.

Mais, sans nous le dissimuler, nous pensons que la 3^e Internationale, au lieu de s'obstiner à vouloir imposer des conditions absolues et égales pour les partis les plus divers des pays les plus divers, mais tenant compte au contraire de la physiologie spéciale de notre Parti, pourrait, sans autre discussion, l'accueillir dans son sein avec toutes ses réserves raisonnables : le temps et les circonstances détermineront peut-être par la suite les possibilités qui vous sont chères, qui font aujourd'hui absolument défaut, et qui, par contre, ne feront que s'éloigner si le Parti socialiste, repoussé par vous, est mis dans la douloureuse mais inévitable nécessité de se défendre à l'intérieur contre ceux qui, ne comprenant pas son esprit, ne cherchent qu'à l'annexer au Parti communiste, et, au dehors, contre ceux qui, attentifs seulement aux interprètes de votre pensée, calomnient systématiquement son programme et ses hommes. Cela, tout le monde le sait, finirait fatalement par empêcher les tentatives les plus sérieuses pour la constitution d'un front unique des partis révolutionnaires.

Dans la confiance que vous examinerez nos considérations et nos requêtes avec réflexion et sans passion, nous vous envoyons nos plus chaleureuses salutations socialistes.

Le Secrétaire : NOBILI.

EN ALLEMAGNE

Les formes nouvelles de la lutte internationale des classes

L'Allemagne se trouve dans une situation extraordinaire, historiquement nouvelle. Il n'y a donc pas lieu de s'étonner si la lutte internationale des classes y revêt de nouvelles formes. Ceux qui, dans la tactique actuelle du Parti communiste allemand, voient du nationalisme se trompent étrangement. Ils confondent l'aspect national superficiel et trompeur de la lutte qui se déroule dans le Reich avec le caractère essentiel et profond de cette lutte impitoyable entre les deux classes mondiales qui se heurtent en Allemagne dans un conflit exaspéré.

L'Etat allemand appareil enregistreur. — Dans la période florissante du capitalisme, l'Etat bourgeois ne représente pas que la somme des intérêts des groupes capitalistes qui se meuvent à l'intérieur des frontières. L'Etat bourgeois, dans cette période, exprime la plus haute synthèse des intérêts de ces divers groupes. Il leur est supérieur. Et cette supériorité s'exprime par l'aptitude de l'Etat bourgeois à sacrifier tel ou tel intérêt capitaliste, non pas à tel ou tel autre intérêt capitaliste rival, mais à l'intérêt général de l'ensemble du capitalisme national.

Plus se décompose le capitalisme et plus l'Etat cesse de dominer les intérêts privés des grands trusts au nom de l'intérêt général du régime.

Dans cette décomposition du capitalisme, chaque groupe d'intérêts tend à faire sa politique propre sans se soucier le moins du monde de l'ensemble.

C'est ainsi qu'en Allemagne il n'y a plus, à proprement parler, de politique bourgeoise d'Etat ; il y a une politique Stinnes, une politique Thyssen, une politique Krupp, une politique Kloeckner, etc.

Toutes ces politiques diffèrent plus ou moins les unes des autres. Par rapport aux problèmes qui sont au premier plan de l'actualité, par rapport à la résistance passive et aux modalités d'accord avec les impérialismes étrangers, nous pouvons noter deux courant principaux :

Le courant Stinnes représente les intérêts des groupes capitalistes les plus robustes. Aussi, jusqu'à ces derniers temps, la politique Stinnes était favorable à la prolongation de la résistance passive en vue d'obtenir de bonnes conditions d'association avec le capitalisme franco-belge seulement.

Le courant Stresemann représente les intérêts de groupes moins robustes et plus dépendants que le groupe Stinnes du cosmopolitisme bancaire. La politique Stresemann est soutenue par Krupp, Thyssen, Kloeckner, par l'Allegemeine Electricität Gesellschaft (Société Générale d'Electricité), etc.

Cette politique se prononce pour la cessation immédiate de la résistance passive et pour la conclusion d'un accord intercapitaliste germano-anglo-franco-belge.

Mais il est possible que les positions politiques prises par les divers trusts changent rapidement, que de nouveaux courants se dessinent, que des reclassements s'opèrent.

En réalité, la notion d'un grand Etat capitaliste ayant une base territoriale bien déterminée tend à disparaître en Allemagne.

De la décomposition du capitalisme allemand naissent de formidables puissances industrielles dont la plus typique est celle du groupe Stinnes.

Ces puissances industrielles ont leur politique propre. Et cette politique tient compte non de l'intérêt général du capitalisme allemand, mais uniquement des intérêts que le groupe Stinnes possède dans la Ruhr, en Silésie, en Autriche, en Argentine, etc., etc.

Il se forme ainsi de véritables Etats industriels, piétinant les frontières, se dégageant de toute base territoriale et menant une politique qui est la synthèse des intérêts de leurs entreprises composantes éparses sur le globe.

Ces Etats industriels ont leurs chefs d'Etat, leurs diplomates, ils tendent à se créer une armée, leur police et, demain, leur magistrature. Ils ont leurs finances de plus en plus distinctes de celles du Reich par la dénationalisation de leurs capitaux. Dans ces Etats industriels, on ne se sert du mark que pour les besoins immédiats de la trésorerie en Allemagne. Pour le reste, on compte en francs, en livres, en dollars.

Stinnes est un véritable chef d'Etat.

Le gouvernement territorial de l'Allemagne, le gouvernement Cuno, n'est presque plus rien qu'un appareil enregistreur, inscrivant au jour le jour, mécaniquement, la résultante des intérêts de ces Etats industriels que sont en réalité les grands trusts allemands.

La débacle monétaire. — Dégagés de tout souci d'économie nationale, les trusts allemands voient dans la chute du mark le moyen d'avilir le salaire réel des ouvriers, de diminuer les prix de revient et de soutenir ainsi sur le marché mondial une concurrence victorieuse contre les autres capitalistes.

Aussi assistons-nous à une chute vertigineuse, catastrophique du mark. En un an, le dollar passe de 2.000 à 800.000 marks.

Le gouvernement Cuno n'est plus rien qu'un humble serviteur des grandes puissances capitalistes privées. L'Etat territorial allemand dépense 50 fois son revenu et ne peut se tirer d'affaire

qu'en émettant sans cesse de nouveaux billets, précipitant ainsi la course accélérée du mark vers 0.

Qu'importe la faillite de l'Etat capitaliste territorial d'Allemagne, si l'Etat industriel de Stinnes en profite ! Et combien la tentative de certaines villes allemandes d'établir une monnaie basée sur l'or apparaît dérisoire !

Il n'est pas sans intérêt de noter qu'en Russie, dans le même moment, le rouble soviétique vient de progresser de 8 1/2 % de sa valeur en quelques semaines.

Le séparatisme. — Des Etats industriels comme celui de Stinnes se moquent absolument de l'intégrité territoriale du Reich.

Maintenir ou abandonner l'intégrité de l'Allemagne est une question secondaire d'opportunité pour les grands seigneurs de la propriété industrielle.

De plus en plus étrangers à la nation allemande, les grands trusteurs germaniques ne pincent la corde nationaliste que pour faire marcher selon leurs intérêts, et sur un air traditionnel et bien connu, les travailleurs abusés par les classes moyennes.

Ni Stinnes, ni Stresemann n'ont jamais sérieusement combattu le séparatisme rhénan, ni le séparatisme bavarois.

On peut même dire qu'ils ont plutôt favorisé ces mouvements. On peut même affirmer qu'ils les favoriseront toujours davantage. Et nous verrons plus loin pourquoi.

Le fascisme. — Les classes moyennes subissent terriblement les conséquences de la guerre mondiale. Le sort des travailleurs qui les composent est souvent inférieur à celui des prolétaires de l'industrie.

Mais les classes moyennes ne savent pas discerner les causes de leurs misères. Dans notre monde moderne où tout s'internationalise, elles ont conservé anachroniquement la vieille idéologie nationaliste.

Les classes moyennes s'imaginent mystiquement que l'idée nationale, que l'idée nationaliste, contient en elle-même une force capable de reconstruire une économie où elles retrouveraient leur prospérité perdue d'avant-guerre.

Le fascisme allemand est précisément la réaction violente, imprégnée d'illusions nationalistes, des classes moyennes contre leurs malheurs dont elles ne savent pas discerner la vraie cause.

Les classes moyennes qui ont encore l'illusion ou la nostalgie de la propriété privée, qui croient encore à la patrie, ont une espèce d'aptitude traditionnelle à se tourner contre la classe ouvrière internationale et négatrice des modes individuels de possession de la richesse.

D'autre part, les classes moyennes ont historiquement pris l'habitude de considérer le grand capitalisme de leur pays comme groupant les intérêts nationaux. Depuis des dizaines et des dizaines d'années, les classes moyennes naviguent dans le sillage nationaliste du grand capitalisme.

Et au moment où ce grand capitalisme quitte ouvertement même du point de vue capitaliste le terrain national, pour s'engager dans des combinaisons cosmopolites à la remorque des impéria-

lismes étrangers, les classes moyennes, aveuglées, confiantes, continuent à graviter autour des grands trusteurs.

Ainsi, le haut capitalisme allemand peut aisément, en le subventionnant, en le dirigeant, en l'organisant, tenter d'utiliser le fascisme pour ses propres fins et le tourner d'abord contre les ouvriers.

L'internationalisation des valeurs réelles allemandes. — Ne pouvant exporter leurs marchandises dans les pays à change bas, incapables de les acheter, les capitalistes des pays à change élevé y exportent leurs capitaux.

Et les grands groupes capitalistes allemands, soucieux seulement d'agrandir l'envergure de leurs entreprises, favorisent cette exportation en accueillant largement la participation des capitalistes étrangers dans leurs sociétés anonymes.

De plus, en associant préférentiellement certains capitalismes, tel l'anglais, à leurs affaires, les groupes allemands essayent de désagréger le bloc des Alliés et d'échapper ainsi aux conséquences de la guerre par eux perdue.

Ainsi progresse l'internationalisation des valeurs réelles à l'intérieur du Reich.

Mesures préventives de contre-révolution. — Les traits caractéristiques de l'économie allemande, tels que je viens de les tracer, dessinent clairement une vaste opération capitaliste internationale de contre-révolution préventive.

La misère sans cesse accrue du peuple allemand détermine des scènes de pillage annonciatrices des grandes émeutes de la faim.

Le capitalisme allemand sent venir l'instant de sa défaite. Le temps approche où, sous la pression de la famine et de la misère, les travailleurs allemands révoltés érigeront la dictature de la nation prolétarienne.

Anxieux, les capitalismes rivaux des nations alliées prennent conscience du danger que leur ferait courir à eux tous la victoire révolutionnaire de la classe ouvrière allemande.

Sous la menace de l'institution d'un gouvernement ouvrier préjudant à la proclamation de la République des Soviets d'Allemagne, tous les capitalismes, l'allemand y compris, font taire leurs haines et leurs rivalités.

Comme toujours, ils sont complices en contre-révolution. Depuis la révolution russe, ils ont même appris à l'être préventivement.

Mi-consciencement, mi-instinctivement, ils s'organisent contre le péril menaçant.

Les tendances séparatistes sont une bonne affaire pour le capitalisme international, l'allemand y compris. Tant mieux pour lui, si du démembrement du Reich naissent des Etats particularistes, forteresses contre-révolutionnaires prêtes à écraser les mouvements prolétariens des grandes agglomérations industrielles.

Bandes fascistes de Bavière, forces militaires interalliées en Rhénanie, tout est bon contre la Révolution allemande.

Là-dessus tous les capitalismes sont d'accord. Ils ne chicanent que sur les modalités et dans la mesure où le péril révolutionnaire n'est pas imminent.

Sur bien des points dans la Ruhr, la résistance passive a cessé. Krupp livre son charbon, malgré les ouvriers, aux réquisitions militaires franco-belges. L'ober-leutnant de Prusse rhénane a renoncé la résistance passive comme du *patriotisme dévoyé*.

Le capitalisme allemand est prêt à capituler. Non seulement il s'associe aux capitalistes privés de l'étranger, mais il s'apprête à s'associer aux impérialismes des Etats étrangers ou se subordonnant à eux.

Ainsi, devant le danger historiquement proche de l'assaut révolutionnaire de la classe ouvrière allemande, au capitalisme germanique qui se sent condamné à la défaite, se substitue le syndicat des capitalismes allemands et alliés co-propriétaires des valeurs réelles du Reich.

Ainsi, contre la Révolution prolétarienne, le capitalisme d'Allemagne s'assure du concours militaire intéressé de ses associés : les vainqueurs de la guerre mondiale.

C'est un acte préventif de contre-révolution que d'opposer ainsi à la Révolution allemande toutes les forces réunies du capitalisme et du militarisme international.

Occupation et contrôle militaires interalliés font assez bien les affaires du capitalisme allemand qui se résignera à être le vaincu de la guerre impérialiste, si, avec les impérialismes interalliés, il est le co-vainqueur même subalterne de sa propre classe ouvrière.

Le devoir du prolétariat international. — A cette vaste opération contre-révolutionnaire que constitue le démembrement du Reich et l'internationalisation capitaliste des valeurs réelles allemandes, le prolétariat international, l'allemand y compris, doit évidemment riposter en luttant pour l'intégrité du Reich, contre la livraison des valeurs réelles germaniques aux impérialismes étrangers et contre l'occupation et le contrôle militaires interalliés.

A cette thèse plusieurs objections sont opposées.

National-bolchevisme ? — Certains disent : C'est là une vieille chanson. Sous un voile trompeur de communisme, vous faites du nationalisme allemand. C'est une déviation connue et condamnée. Il y a eu le national-bolchevisme en 1920 qui faisait la joie de la bourgeoisie allemande. Ses adeptes ont été condamnés et exclus par l'Internationale communiste.

Et comme pour mieux donner prise à une telle argumentation, certains camarades communistes allemands, avec lesquels je suis au fond pleinement d'accord, ont commis l'erreur de ressusciter l'appellation de national-bolchevisme.

La réfutation est aisée.

La situation de 1920 et celle de juillet 1923 sont des situations totalement différentes. En 1920, et même en janvier 1923, au début de l'occupation de la Ruhr, le capitalisme allemand avait l'espérance de rétablir sa situation d'avant-guerre et d'annuler sa défaite. Il se dressait dans ce but contre l'impérialisme français et, par l'appel à l'union sacrée, cherchait à utiliser pour une telle fin son propre prolétariat.

En juillet 1923, le capitalisme allemand se sait vaincu. Il ne fait plus appel à l'union sacrée, il

renonce à utiliser son propre prolétariat pour prendre une revanche sur l'impérialisme français. Le capitalisme allemand s'enchaîne au char du vainqueur puisque ce char écrase les travailleurs allemands pour en extraire du profit.

En 1920, en janvier 1923, lutter pour l'intégrité du Reich, prêcher la guerre de revanche, c'était se placer dans le camp du capitalisme allemand, c'était faire du nationalisme.

Comment un prolétariat pourrait-il user de la même tactique, quand son capitalisme veut l'utiliser pour battre le capitalisme rival, et quand son capitalisme s'unît contre lui à l'impérialisme étranger ?

Aujourd'hui, lutter pour l'intégrité du Reich, ce n'est plus, comme en 1920, lutter pour la revanche du capitalisme allemand sur l'impérialisme français, c'est lutter pour l'unité révolutionnaire du prolétariat allemand dans la période historique où celui-ci s'approche du pouvoir en dépit des capitalismes germano-alliés ligüés contre lui.

L'esclave d'un brigand qui lutte avec son maître contre un autre brigand ne peut qu'aggraver sa servitude.

L'esclave d'un brigand qui lutte contre son maître associé contre lui à d'autres brigands travaille à sa libération.

Quand le monde a changé, un communiste n'a pas le droit de s'emprisonner dans la répétition mécanique des mêmes formules.

Nationalisme prolétarien prématuré ? — D'autres disent : C'est seulement quand le prolétariat a pris le pouvoir qu'il peut, qu'il doit défendre l'intégrité du territoire. Alors, cette défense est légitime parce qu'elle s'identifie avec la défense révolutionnaire.

Contre cette thèse on pourrait développer de nombreux arguments. Je ne veux retenir que le principal.

Raisonner ainsi, c'est raisonner logiquement et non dialectiquement.

La question est précisément de savoir si, dans la situation actuelle de l'Allemagne, le mot d'ordre de l'intégrité du Reich, de la lutte violente contre l'emprise de l'impérialisme étranger, est ou n'est pas le mot d'ordre moteur nécessaire à la prise du pouvoir par le prolétariat.

Tous ceux qui suivent attentivement les événements d'Allemagne savent qu'un tel mot d'ordre est nécessaire, *absolument nécessaire*.

La décomposition du fascisme. — Ce mot d'ordre est nécessaire pour faire échec au plan contre-révolutionnaire préventif des capitalismes germano-alliés associés. Un tel mot d'ordre est également nécessaire pour désagréger le fascisme allemand.

Le fascisme allemand marche à pas de géant vers le pouvoir. Il exerce une attraction croissante sur les classes moyennes et sur les ouvriers arriérés.

L'expérience italienne a montré qu'on ne lutte pas contre le fascisme avec les armes seulement.

Les communistes italiens ont combattu très courageusement les fascistes. Faute de les avoir politiquement désagrégés, ils ont été vaincus.

Heureusement, le Parti communiste allemand

utilise les fautes du Parti communiste italien pour les éviter.

Le Parti communiste allemand pare au danger fasciste immédiat par l'organisation de ses centurions, mais il pratique aussi contre le fascisme une lutte politique et idéologique en vue de le désagréger. Et il a déjà commencé à enregistrer ainsi d'importants succès, par exemple à Eisleben, dans le district de Magdebourg.

Les classes moyennes sont entraînées par le fascisme parce qu'elles croient nécessaire de mater les communistes ennemis de la patrie, pour se livrer ensuite victorieusement à la préparation de la revanche qui leur fera retrouver la prospérité d'avant-guerre.

En luttant, même sur le plan révolutionnaire et prolétarien, pour l'intégrité du Reich et contre l'impérialisme étranger, les communistes allemands font apparaître en pleine lumière les combinaisons cosmopolites du grand capitalisme allemand.

Les classes moyennes prennent ainsi conscience que leurs intérêts sont trahis par les Stinnes, les Krupp, les Thyssen et Cie.

Sans perdre instantanément leur idéologie nationaliste, elles sont troublées, elles sentent confusément que le prolétariat seul défend quelque chose de leurs intérêts.

Elles cessent d'être un obstacle à la révolution.

Cette lutte pour la décomposition politique du fascisme, cette lutte pour la neutralisation des classes moyennes, n'est pas, en Allemagne, une question de pure théorie.

La décomposition politique du fascisme est une question de vie ou de mort pour le prolétariat et sa révolution.

Les camarades français doivent bien se mettre cette vérité dans la tête. Ils doivent se bien représenter la situation allemande, l'importance et la gravité des problèmes qui se posent là-bas.

Pas de parloles, pas de discussions académiques qui, en affaiblissant la nécessaire solidarité du prolétariat français, risqueraient de faire avorter la révolution allemande.

Les dangers de la tactique communiste allemande. — De ce qu'une telle tactique est juste, de ce qu'elle est la seule juste, la seule possible, il ne s'ensuit pas qu'elle ne comporte aucun danger.

Dans la mesure où notre parti frère n'est pas assez fort, dans la mesure où certaines couches du prolétariat ne sont pas assez internationalistes, une telle tactique risque d'engendrer du nationalisme dans les rangs de la classe ouvrière.

Tout médecin qui lutte contre une maladie risque de l'attraper.

Vaut-il mieux qu'il s'isole dans son cabinet soigneusement aseptisé et qu'il laisse au dehors l'épidémie se propager librement ?

Pour ne pas attraper la maladie du nationalisme, faut-il que notre parti frère d'Allemagne renonce à le combattre par les seuls moyens qui soient efficaces et pratiques ?

Dans la mesure où le prolétariat allemand court, par suite de la tactique communiste allemande, des dangers de contamination nationaliste, ces

dangers seront écartés si le prolétariat international fait sienne la lutte du prolétariat allemand. Ajoutons que c'est l'intérêt de tous les prolétariats de travailler à la victoire de la Révolution ouvrière allemande.

Le prolétariat allemand sera vainqueur, ou sinon condamné à mourir, dans les bagnes industriels. D'interminables journées de travail pour des salaires de famine.

Le prolétariat allemand battu, le capitalisme international se tournerait successivement vers les autres prolétariats pour les écraser à leur tour.

Sous la menace des mitrailleuses, les ouvriers du monde entier seraient condamnés aux travaux forcés pour le compte des capitalistes.

Il ne faut pas que cela soit. Il faut que tous les ouvriers comprennent le sens de la bataille internationale qui fait rage sur le secteur allemand de la lutte des classes.

Dans la tactique des communistes allemands, il n'y a nul nationalisme.

Il y a seulement des formes nationalement exaspérées de la lutte internationale des classes entre, d'une part, le prolétariat mondial qui, par sa section allemande, veut se saisir des valeurs réelles du Reich, et, d'autre part, le capitalisme mondial, y compris le capitalisme allemand complice, qui veut s'emparer de ces valeurs réelles et les défendre, les armes à la main, contre la Révolution prolétarienne.

Albert TREINT.

Le parti nécessaire

Avec l'excellent Lorenzo [Anselmo Lorenzo, la vétérane du communisme anarchiste espagnol, mort le 30 novembre 1914] finit la vieille école anarchiste espagnole. Son heure avait sonné. Les événements actuels imposent une refonte de toutes les organisations qui se réclament de l'émancipation ouvrière. Le vieux Parti Socialiste, tel qu'il s'était développé dans les divers pays, sous l'influence de la Sozial-Demokratie, doit disparaître : le mouvement historique l'a dépassé. Les écoles anarchistes disparaîtront également ; depuis un certain temps déjà, elle se meurent ; les éléments utilisables qu'elles peuvent contenir trouveront place dans le grand parti révolutionnaire qui doit forcément se constituer.

James GUILLAUME.

(Bataille Syndicaliste, 3 janvier 1915.)

AVIS POUR LA CORRESPONDANCE INTERNATIONALE

Notre camarade Franz Dahlem ayant quitté la *Correspondance Internationale*, toute la correspondance concernant cette dernière, envois d'articles et d'argent, abonnements, devront être dorénavant adressés à : Wilhelm Bartz, « *Correspondance Internationale* », Friedrichstrasse, 225 III, Berlin SW. 48.

LE MOUVEMENT SYNDICAL

Forces en présence

Avant la guerre

Avant la guerre il y avait dans le monde près de 10.000.000 de syndiqués. La mobilisation et la passivité politique et syndicale du prolétariat diminuèrent fortement ces effectifs dans la première année de la guerre. Sauf en Angleterre, les syndicats perdirent dans presque tous les pays belligérants plus de la moitié de leurs effectifs. La chute continue jusqu'en 1915. En 1916 le revirement commence. En 1919-20, le mouvement syndical traverse dans tous les pays, une phase de développement extraordinairement rapide. A la fin de 1920 le mouvement syndical international embrasse peut-être 50.000.000 hommes. Mais au début de 1921 l'offensive du capital commence à désagréger cette grande armée ouvrière.

Elle ne constitue pas aujourd'hui un bloc. Elle est divisée *politiquement, nationalement et religieusement*. Les syndicats réformistes y forment la masse la plus compacte ; viennent après eux, les syndicats révolutionnaires, puis les syndicats indépendants, puis les syndicats catholiques, démocratiques-libéraux, protestants, évangéliques, nationaux (tchèques, allemands), fascistes et, enfin, ceux des briseurs de grèves. Ne constituent d'organisation internationale que les réformistes et les révolutionnaires. Les catholiques ont manifesté l'intention de fonder leur internationale. Ce n'est encore qu'un projet.

Les organisations internationales

Nous avons :

- 1° La F. S. I. d'Amsterdam ;
- 2° 29 Fédérations internationales d'industrie ;
- 3° L'I. S. R. (Moscou) ;
- 4° 13 Comités internationaux de propagande dans les Fédérations d'industrie (Moscou).

Amsterdam

Amsterdam groupe 24 centrales syndicales dont 4 en dehors de l'Europe : Argentine, Pérou, Canada et Afrique du Sud. Des minorités révolutionnaires travaillent dans leur sein contre leurs dirigeants. La F. S. I. d'Amsterdam compte environ 21.000.000 de membres dont 15.000.000 en Allemagne et en Angleterre. Les 22 autres pays n'ont ensemble que 6.000.000 de syndiqués. La statistique d'Amsterdam additionne tous les membres des organisations inscrites sans considération de tendance, — et enfle un peu ses chiffres.

L'Italie, par exemple, y figure, pour 1923, avec 1.200.000 membres alors que les syndi-

cats réformistes n'y comprennent pas plus de 200.000 adhérents dont la moitié combattent Amsterdam et leurs propres dirigeants. La C. G. T. française y figure avec 756.000 adhérents alors qu'elle n'en a pas plus de 250.000. Les réformistes bulgares y annoncent 14.000 membres alors qu'ils n'en ont pas 1.000. Les Grecs 170.000 alors qu'ils en ont moins de 50.000. La Grande Bretagne, enfin, annonce le beau chiffre de 6.500.000, mais nous savons que le Congrès des trade-unions ne compte qu'avec 5.000.000 d'adhérents, dont 15 % au moins, se prononcent pour l'I. S. R. Enfin, il y a en Allemagne dans les syndicats réformistes (8.400.000) une solide minorité révolutionnaire dont l'influence ne s'étend pas à moins de 3.000.000 de syndiqués. En un mot, si nous dressions le tableau des effectifs véritables d'Amsterdam, les révolutionnaires adhérant à l'I. S. R. défalqués, nous arriverions peut-être au total maximum de 15.000.000.

Les Fédérations internationales d'industrie embrassent les mêmes syndiqués et comptent 20.000.000 de membres. Ce sont des bureaux d'informations et de statistiques. Leurs statistiques sont pourtant sommaires. Les ouvriers du Bâtiment ont jusqu'à trois internationales de métiers. Le Livre en a trois aussi (imprimeurs, relieurs, lithographes). Il y a des internationales de coiffeurs (12.000), de fourreurs (13.000), de chapeliers, de potiers, qui cristallisent internationalement leur particularisme corporatif. Les Fédérations internationales les plus fortes sont celles des métallurgistes (3.400.000), des mineurs (2.600.000), des transports (2.300.000), du textile (1.600.000), du bois (830.000), du bâtiment (800.000). Elles sont loin de comprendre tous les syndicats de ces industries et les minorités rouges y sont fortes.

La F. S. I. d'Amsterdam, et les Fédérations qui en dépendent, constituent une grande force conservatrice entravant la lutte des classes. La banqueroute de la II^e Internationale et, dernièrement, la passivité de la F. S. I. en présence de l'occupation de la Ruhr, y ont fait naître une gauche dont l'importance est encore difficile à apprécier. Amsterdam en est pourtant affaiblie. Ce n'est plus à vrai dire qu'une « boîte aux lettres ».

L'I. S. R.

L'I. S. R. est avant tout une *organisation internationale*. 22 centrales et organisations minoritaires y adhèrent en dehors de l'Europe (Australie, Etats-Unis, Canada, Uruguay, Brésil, Argentine, Indonésie, Chine, Inde, Japon, Corée, Perse, Turquie, Egypte,

Mexique, etc.). Pas un pays au monde dont le prolétariat ne soit rattaché à l'I. S. R. par des liens d'organisation et par des liens politiques.

L'I. S. R. est constituée par des centrales syndicales nationales (Russie, France, Tchéco-Slovaquie, Bulgarie, Esthonie, Perse, etc.), et par de fortes minorités révolutionnaires (Angleterre, Allemagne, Etats-Unis, Belgique, Autriche, Suisse, Italie, Espagne, Pologne, Tchéco-Slovaquie, Scandinavie). Enfin, dans de nombreux pays les excès de la terreur blanche empêchent seuls, l'adhésion du mouvement syndical à l'I. S. R. (Roumanie, Italie, Yougo-Slavie, Hongrie, Finlande, Lettonie, Pologne, Grèce). Rappelons à ce propos, le tout récent procès Foster, qui s'est déroulé aux Etats-Unis, notre camarade américain étant surtout accusé de propagande pour l'I. S. R. Mais si nous considérons pour certains pays (Russie, France, etc.), *des statistiques précises*, pour d'autres (Allemagne, Angleterre, Etats-Unis, etc.), le *degré d'influence politique*, pour des troisièmes (Yougo-Slavie, Finlande), la *tendance générale du mouvement* nous arrivons à conclure que les effectifs de l'I. S. R. varient entre 12 et 13.000.000 de syndiqués. Et notre organisation est unie, compacte, combative. Une seule raison l'a empêchée maintes fois d'agir : C'est qu'une grande partie de ses forces est encore comprise dans les masses d'Amsterdam et travaille à fortifier ses positions.

Treize Comités internationaux de propagande, correspondant à des Fédérations d'industrie, se rattachent à l'I. S. R. Dans les transports, le bâtiment et le bois, nous comptons maintenant sur près de la moitié des forces internationales ; chez les métallurgistes, les mineurs et les travailleurs du cuir, nous comptons sur 30 à 40 % des fédérations internationales.

Une Internationale fantôme

Mentionnons encore, pour ne rien oublier, l'*Association Internationale des Travailleurs* (1), constituée, il n'y a pas longtemps, par quelques petits groupes syndicalistes libertaires d'Allemagne, d'Italie et d'Espagne et qui n'a de sérieux que son nom, emprunté à la Première Internationale. Elle est caractérisée par la verbosité, l'inaction et la débilité. Son but est de préserver le mouvement syndical international de l'I. S. R., du communisme et de la révolution russe. Elle n'a, dans le mouvement ouvrier international, aucune importance.

Coup d'œil général

Telle est la situation. Une formidable organisation prolétarienne en partie aux mains de la bourgeoisie, en partie sous son influence, en partie insurgée contre elle. Le travail de l'I. S. R., au cours des dernières années, montre que la transformation de cette force con-

servatrice en une force révolutionnaire n'est pas utopique. Conquérir l'immense force potentielle des syndicats réformistes, encore suivis par des dizaines de millions d'ouvriers, c'est préparer la révolution sociale. Cette conquête, lentement sans doute, nous la poursuivons.

Amsterdam et le réformisme suivent une courbe descendante. L'I. S. R., pénétrée d'esprit communiste, suit une courbe ascendante. C'est là ce qui nous inspire, en l'avenir, la plus grande confiance.

LOZOVSKY.

LA SEMAINE

Lundi 23 juillet. — Deuxième journée du Conseil National de la C. G. T. U. La minorité fait une opposition systématique au travail de la majorité.

A Londres, grève d'employés des tramways. La grève des dockers continue.

En Pologne, les tisseurs de Lodz ont obtenu satisfaction. 14.000 grévistes métallurgistes à Varsovie.

Mardi 24. — Le C. C. N. repousse la proposition de Congrès extraordinaire, mais, sur menace de scission immédiate lancée par le Bâtiment, il revient, en fin de séance, sur cette décision. Un Congrès aura lieu en novembre.

Mort de Charles Dupuy.

En Espagne, grève générale des transports de Valence.

La grève des dockers anglais recommence à s'étendre.

La paix entre les Alliés et la Turquie est définitivement signée à Lausanne.

Mercredi 25. — A la Chambre des Communes, la proposition de désarmement déposée par le travailliste Mac Donald est repoussée.

Dans le procès Erhardt, la princesse de Hohenlohe est condamnée à 6 mois de prison.

Jeudi 26. — Les communistes belges sont acquittés.

Les dockers anglais continuent la grève.

En Allemagne, l'élection des délégués au Congrès des métallurgistes a donné la majorité aux communistes.

A Ostran (Tchécoslovaquie), l'Union des propriétaires des mines menace 50.000 mineurs de lock-out.

Vendredi 27. — Pestagna est mis en liberté.

La grève des dockers anglais continue et les maçons de Londres menacent de se joindre lundi au mouvement si on ne leur accorde pas une augmentation de 1 penny et demi par heure.

A New-York, grève de 1.400 manœuvres du port.

A Rome, 20.000 ouvriers du Bâtiment sont en grève. Répression mussolinienne.

Samedi 28. — A la salle Japy, commémoration de l'assassinat de Jaurès ; réception enthousiaste d'André Marty.

Le désaccord franco-anglais s'accroît.

La grève des marins yougo-slaves, déclenchée le 29 juin, continue.

300 grévistes du Bâtiment sont arrêtés à Rome.

Dimanche 29. — Première journée du Congrès de la Fédération Unitaire des Métaux. Sur le rapport moral, les partisans de l'I. S. R. l'emportent par 104 voix contre 17.

A Rome, la grève du Bâtiment continue.

« La fin de la dictature communiste »

Sur six colonnes, flamboyant, c'est le titre que Totti, dans l'*Egalité* de la semaine dernière, donnait à son compte rendu — où l'impartialité n'avait pas large place — du Comité National de la C. G. T. U. Deux jours après, dans le *Libertaire*, André Colomer renchérisait en assurant aux ouailles anarchistes que la « violence prolétarienne » avait triomphé de la « dictature des politiciens ». Tout ça parce que placée, en dernière heure, devant des menaces précises de scission, la majorité du C. C. N., qui s'était affirmée sur la résolution Sémard, avait accepté, revenant sur sa décision première, un Congrès extraordinaire pour soi-disant liquider la question des commissions syndicales.

Nos purs fédéralistes de la minorité n'ont pas besoin qu'un organisme régulier donne la majorité à leur point de vue de tendance pour chanter victoire : une proposition accompagnée d'un chantage à la scission acceptée par la majorité du C. C. N. — soucieuse de tout faire pour le maintien de l'unité — leur suffit. Il est des illusions qu'on n'a pas le droit de dissiper.

Le Congrès extraordinaire de la Fédération Unitaire des Métaux s'est cependant adjugé ce droit. On se souvient qu'un des arguments de la minorité au C. C. N. était que ce dernier constituait une représentation « illogique », « mal équilibrée » des syndicats. (Notons en passant que la minorité ne trouverait pas cette représentation « illogique » et « mal équilibrée » si elle lui donnait raison.) Le Congrès extraordinaire des Métaux ne pouvait, lui, mériter le reproche. Composé de plus de cent trente délégués des syndicats, il constituait une représentation « logique », bien « équilibrée », des ouvriers organisés. Et, comme le C. C. N. a une plus forte majorité que le C. C. N., il fit mordre la poussière aux partisans de la motion Lartigue. L'illusion en est-elle dissipée ? La secousse a-t-elle été assez rude pour chasser les succès de la facile ivresse du triomphe ? Totti, Colomer, leurs amis, croient-ils encore à la fin de la dictature communiste ?

Nous le saurons bientôt. En tout cas, le Congrès des Métaux leur a démontré qu'il est assez difficile de faire croire à la fin de quelque chose qui n'a jamais existé. Au Congrès des Métaux, c'est Massot, une des « vedettes » de la tendance Marie Guillot-Lartigue, qui posa la question des commissions syndicales. Sans doute, la minorité pense que la « dictature communiste » réside dans l'existence et le fonctionnement de celles-ci. Nos camarades Rabaté et Métayer ont facilement prouvé au Congrès l'erreur ainsi commise.

La dictature consisterait justement à brimer une tendance dans le syndicat, à interdire à une tendance d'user des droits dont usent les autres, à faire des communistes des syndiqués diminués, à leur interdire, comme l'a fait le Congrès du Bâtiment, l'accès aux fonctions fédérales. Broutchoux, dans l'*Egalité* de mercredi, ne lance-t-il pas un appel à la minorité pour qu'elle s'organise dans la Fédération, dans les Unions, dans les Syndicats ?

Je sais bien que Broutchoux et ses amis accusent les ouvriers du Parti d'être sous l'influence d'éléments extérieurs au prolétariat. Mais on peut lui répondre que le départ des résistants a déjà diminué dans une notable proportion le nombre de

ces derniers et que, de plus en plus, les ouvriers communistes sont, autant que Broutchoux et ses amis, capables de se diriger eux-mêmes. Ils ne sont pas allés, eux, à la veille du Congrès de Lille, quémander un programme aux non prolétaires de l'U. S. T. I. C. A. Ils n'ont pas besoin des leçons d'Ernest Lafont, député avocat et bourgeois, pour comprendre l'action syndicale, ni des objurgations et des conseils de Frossard, dont Massot dit qu'il est le pire des politiciens, pour arriver à mener cette action aussi bien que les ouvriers anarchistes et syndicalistes purs.

En fait, les ouvriers du Parti sont les maîtres des Commissions syndicales. Ils peuvent se tromper parfois, certes, mais ils prennent leurs décisions entre eux, sous la seule condition de les prendre en accord avec le programme qu'ils ont intégralement accepté.

Le Congrès des Métaux n'a pas condamné les Commissions syndicales. Il n'en avait ni le droit ni le moyen. En votant la résolution Sémard, il a seulement tracé les limites précises de l'autonomie — administrative ou non — des syndicats. A ce congrès, les partisans de la motion Lartigue, de l'anarchiste Bott au « monmoussiste » Massot, en passant par le syndicaliste pur Argence, n'ont pas plus qu'au C. C. N., dit comment ils appliqueraient leur résolution, si cette résolution adoptée par la majorité, les ouvriers communistes continuaient le travail de tendance. C'est qu'à part exclusions et brimades, il n'existe aucun moyen d'appliquer la résolution Lartigue. Le Congrès des Métaux l'a heureusement compris.

Au Congrès des Métaux, la bataille des tendances s'est également engagée sur la question internationale. Nous y reviendrons. Mais constatons que, sur ce point, la nouvelle minorité — je dis nouvelle parce que Massot, « monmoussiste » et membre des G. S. R., lesquels affirment en maintes circonstances leur attachement à l'I.S.R., ne s'est pas, sur la question internationale, séparé d'Argence, « besnardiste » — a également mordu la poussière, ne recueillant péniblement qu'un sixième des voix.

La « fin de la dictature communiste » approche.

Maurice CHAMBELLAND.

Bulletin Communiste

Organe du Parti Communiste (S. F. I. C.)

Le numéro : 50 centimes

ABONNEMENTS :

	France	Etranger
3 mois	7 "	8 "
6 mois	13 "	14 "
12 mois	26 "	28 "

Nos camarades sont priés d'adresser :

1° Toute la correspondance ayant trait à l'administration (abonnements, commandes, réclamations, etc.), à l'administrateur de l'Humanité, 142, rue Montmartre ;

2° Tout ce qui concerne la rédaction du Bulletin Communiste au camarade René Reynaud, même adresse.

Le Parti Communiste et les Syndicats en Norvège

Il n'y a pas, à proprement parler, de mouvement « syndicaliste » en Norvège. Tandis qu'en Suède, il y a, depuis plusieurs années, indépendamment du mouvement syndical général, un mouvement syndicaliste distinct assez fort, disposant, à Stockholm, de son propre quotidien : *Arbetaren*, les idées syndicalistes, en Norvège, n'ont joué d'autre rôle que celui de stimulant radical et révolutionnaire à l'intérieur du mouvement syndical général.

En 1910-12, une soi-disant « opposition syndicale » commençait son travail en Norvège, sous l'impulsion du camarade Tranmael, l'actuel leader du Parti communiste. Cette opposition avait pour programme la décentralisation du mouvement syndical. Son mot d'ordre était : « Le pouvoir aux membres ». Elle préconisait l'emploi de « nouveaux moyens », le sabotage et l'obstruction, et était pour l'abolition des contrats avec les employeurs. Mais elle différait des autres mouvements « syndicalistes » par ceci, qu'elle ne faisait pas de propagande antiparlementaire et ne considérait pas la grève générale comme un moyen révolutionnaire suprême.

De 1916 à 1918, cette « opposition » parvint à conquérir la majorité dans des syndicats de plus en plus nombreux. En même temps, le Parti socialiste, qui était un parti tout à fait ouvrier, était gagné par l'opposition syndicale. C'est ainsi que, lorsque le Parti, en 1918, se proclamait communiste, c'étaient les leaders de l'opposition syndicale qui devenaient aussi les leaders du Parti communiste ou « Parti ouvrier », comme on continue à l'appeler en Norvège.

Cette situation fait que le développement des relations entre le mouvement syndical norvégien et l'I. S. R. est le reflet des relations du Parti communiste et de l'I. C.

Quand les communistes prirent la direction du Parti, leur majorité était si forte que les social-démocrates n'eurent pas la possibilité de créer un autre parti ; ils espéraient affaiblir la position de l'I. C. au congrès suivant et reprendre la direction du « Parti ouvrier ». Leurs espoirs furent déçus, et quand ils s'aperçurent qu'au contraire la position de l'I. C. devenait de plus en plus forte, ils quittèrent le Parti pour former un Parti social-démocrate. Celui-ci se présentait pour la première fois aux élections de 1921. Parmi les ouvriers organisés, ce parti compte seulement quelques adhérents des syndicats du Livre et du Papier.

En 1920, le Congrès de la C. G. T. norvégienne votait à une forte majorité en faveur du régime soviétique et de la dictature du prolétariat. Il donnait à un des représentants du Parti au Congrès de l'I. C. le mandat de le représenter au premier Congrès de l'I. S. R. Au deuxième Congrès, la C. G. T. était représentée par une très nombreuse délégation, parmi laquelle se trouvait aussi le leader du tout petit groupe de la « Fédération syndicaliste ».

Ce groupe est si infime qu'il n'a même pas le moyen d'entretenir un bureau. Son adresse se trouve dans une boîte postale à la poste centrale

de Christiania. C'est ce groupe qui adhère à l'Internationale de Berlin.

La C. G. T. n'adhère pas encore formellement à l'I. S. R. Mais la cause en est seulement aux dissensions récentes qui ont éclaté au sein du Parti ouvrier. Pour ne pas aggraver ces dissensions, les communistes, qui ont la majorité dans la commission centrale de la C. G. T., ont préféré ne pas forcer l'adhésion formelle à l'I. S. R.

Mais la sympathie de la C. G. T. norvégienne s'exprima tout à fait clairement au dernier Congrès national, où les partisans de Berlin n'obtinrent que 37 voix, ceux d'Amsterdam 32, tandis que l'Internationale de Moscou remporta 230 suffrages.

A ce congrès fut votée presque unanimement la réorganisation de la C. G. T. sur la base des fédérations nationales d'industries. Cette réorganisation partira du 30 juin 1924.

Ainsi, la situation du mouvement ouvrier en Norvège est claire. La C. G. T. est une organisation syndicale révolutionnaire, le Parti ouvrier est une organisation communiste révolutionnaire. Les deux organisations sont si intimement entremêlées qu'il n'est pas possible de dire laquelle « dirige » et laquelle est « subordonnée ». Toutes deux sont « autonomes » et toutes deux dépendent l'une de l'autre. Il y a une parfaite unité de front entre les deux. Quand il y a des manifestations, elles paraissent ensemble. Les journaux communistes sont plus ou moins subventionnés par les syndicats, etc.

A l'heure actuelle, il y a une crise assez profonde dans le Parti ouvrier norvégien. Le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan et la question religieuse sont les causes de cette crise. Il y a des camarades dans le Parti qui craignent que ces mots d'ordre de l'I. C. n'aient pour conséquence de diminuer sensiblement le nombre des adhérents du Parti et qui, plus ou moins clairement, désirent pour cela une rupture avec l'I. C. Mais il est tout à fait certain que la grande majorité des membres du Parti ne désirent pas une pareille rupture. La grande majorité des membres du Parti désire être avec l'I. C., comme la grande majorité de la C. G. T. désire être avec l'I. S. R.

Il n'y a pas de doute non plus que les deux Internationales ont la volonté bien nette de faire les concessions nécessaires pour conserver au mouvement syndical et communiste norvégien son unité.

Tout le mouvement international aurait certes à regretter si une rupture se produisait dans le Parti communiste norvégien — rupture qui entraînerait certainement une autre rupture dans la C. G. T. D'autant plus que, pour tous les camarades norvégiens, le désaccord ne porte au fond que sur des questions de tactique.

KARL RADEK

La Tactique communiste

Une brochure 1-25

La résolution des Jeunesses Syndicalistes

Les Jeunesses syndicalistes ont tenu dernièrement, à Lyon, leur Congrès national, et une courte résolution y fut adoptée.

Quoique connaissant les J. S. comme des groupements d'affinités à tendances anarchistes, nous espérions qu'elles évolueraient et nous pensions pouvoir trouver dans cette résolution les preuves qu'elles tendaient à devenir de véritables Jeunesses syndicalistes.

Or, après quelques courts considérants, sur la propagande, l'éducation politique, professionnelle, physique et sexuelle, nous y trouvons cette phrase, soulignée :

Les Jeunesses n'ont pas à soutenir de programme économique.

Avouons-le, nous concevons mal des Jeunesses Syndicalistes laissant à d'autres le soin d'établir le programme spécial de revendications de la Jeunesse ouvrière, car ce devrait être, à notre avis, le rôle capital de ces groupements.

Les militants adultes, manquant de temps, ne comprenant pas toujours que leur sort est intimement lié à celui des jeunes qui pourraient, en période de lutte, faire œuvre de jaunes, parfois par égoïsme mal compris, négligent les intérêts des jeunes ouvriers et oublient de faire parmi eux la propagande nécessaire.

Il faut donc que ce soient les jeunes eux-mêmes qui émettent leurs desiderata et qui obligent les organisations syndicales à s'occuper activement pour les faire triompher.

Nous ne sommes pas *a priori* contre le développement des J. S., mais nous les voyons surtout,

comme des sections de jeunes du syndicat qui, à la façon des sections techniques, macheraient la besogne à leur organisation en ce qui concerne leur catégorie.

Que feront des Jeunesses qui s'infiltraient syndicalistes si elles ne luttent pour les intérêts immédiats de la Jeunesse ouvrière ?

Nous ne reconnaissons pas cette qualité à des groupements qui se contentent de professer de belles théories philosophiques et qui négligent la bataille quotidienne.

Les Jeunesses Communistes ont entrepris cette besogne. Elles l'ont fait peut-être de façon inhabile, imprécise, mais elles ont montré quand même qu'elles comprenaient la tâche primordiale qui incombe à tout groupement de jeunes travailleurs.

Nos Jeunesses Communistes, ainsi faisant, se montrent beaucoup plus « syndicalistes » que les groupements de jeunes qui ont pris ce mot pour fanion avec le secret espoir d'attirer ainsi de jeunes éléments dans les rangs de l'anarchie.

G. MARZET.

Le Gérant : VANDEPUTTE.

TRAVAIL EXÉCUTÉ
PAR DES OUVRIERS SYNDIQUÉS

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON
123, rue Montmartre, 123, Paris (2^e)
Georges Dangon, imprimeur.

UNE BROCHURE SENSATIONNELLE

Petite Bibliothèque de l'Internationale Syndicale Rouge — N° 6

EDO FIMMEN

Secrétaire de la Fédération Syndicale Internationale
Secrétaire de la Fédération Internationale des Transports

VERS LE FRONT UNIQUE INTERNATIONAL

Article "Janvier terrible" (1^{er} février) — Discours en Allemagne
(8 février) — Discours en Tchéco-Slovaquie (15 Mai)
Article "Ce qui seul est nécessaire" (15 juin)

Introduction de Pierre MONATTE

Une forte brochure..... 0 fr. 50 Le cent..... 40 francs

Adresser dès maintenant les commandes à la « Librairie du Travail », 96, quai Jemmapes, Paris (X^e), ou à la Librairie de l'Humanité, 120, rue Lafayette, Paris, ou à la « Lutte de Classes », 144, rue Pelleport, Paris (XX^e).